



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2025



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT- DIRECTEUR GÉNÉRAL	1
1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	3
1.1 Principaux chiffres clés	4
1.2 Environnement macro-économique	5
1.3 Politique RSE du Groupe	6
1.4 Faits marquants du semestre	7
1.5 Examen de la situation financière et du résultat	8
1.6 Événements post-clôture	15
1.7 Perspectives	16
2. COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2025	17
2.1 Compte de résultat consolidé	18
2.2 État de résultat global consolidé	19
2.3 Bilan consolidé	20
2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés	21
2.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés	22
2.6 Notes annexes aux comptes consolidés	23
3. RAPPORT DES COMMISSAIRES COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2025	47
4. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT	49

MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



ARTHUR SADOUN

Président-Directeur Général de Publicis Groupe

Dans un environnement macroéconomique difficile, Publicis a réalisé un très bon deuxième trimestre, avec un revenu en progression de +10 %, conduisant à croissance organique de +5,9 % pour le revenu net, supérieure aux attentes et surperformant une fois de plus ses concurrents, de 800 points de base.

Avec une croissance organique de +5,4 % au premier semestre, nous avons continué à gagner des parts de marché de façon significative.

Dans le même temps, nous avons amélioré notre marge à 17,4 % alors que nous avions déjà la marge la plus élevée du secteur, tout en investissant massivement dans nos talents et nos compétences.

Malgré les incertitudes actuelles, notre performance sans précédent en matière de gains de nouveaux contrats, avec plus d'une douzaine de budgets significatifs au premier semestre 2025, nous permet de relever nos prévisions de croissance organique à près de +5 % pour l'ensemble de l'année, contre une fourchette précédente de +4 à 5 %.

Aujourd'hui, nous abordons le reste de l'année et les années suivantes avec confiance et un seul objectif : exécuter notre stratégie. Nous sommes particulièrement bien positionnés pour continuer à gagner des parts de marché en apportant à nos clients les solutions immédiates dont ils ont besoin pour se développer dans un contexte mondial incertain. Nous renforçons notre statut de « *Category of One* » grâce à une stratégie d'acquisitions ciblée visant à accélérer le développement de nos compétences en IA. Nous continuerons également d'investir pour attirer et fidéliser les meilleurs talents du secteur.

Je tiens à remercier nos équipes exceptionnelles pour leurs efforts dans un contexte économique difficile, ainsi que nos clients pour leur confiance.

Arthur Sadoun
Président-Directeur Général



Chapitre

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1.1	PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS	4	1.5	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT	8
1.2	ENVIRONNEMENT MACRO-ÉCONOMIQUE	5		Compte de résultat consolidé simplifié	8
1.3	POLITIQUE RSE DU GROUPE	6		Situation financière et trésorerie	12
1.4	FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE	7		Transactions avec les parties liées	14
				Publicis Groupe S.A. (société mère du Groupe)	14
			1.6	ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE	15
			1.7	PERSPECTIVES	16

Le Conseil d'Administration de Publicis Groupe, réuni le 16 juillet 2025 sous la présidence de M. Arthur Sadoun, a arrêté les comptes pour le 1^{er} semestre 2025.

1.1 PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS

(en million d'euros, à l'exception des données par action et des %)

	S1 2025	S1 2024	2025 vs 2024
Données extraites du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie			
Revenu net	7 152	6 688	+6,9 %
Revenu des coûts refacturables	1 331	962	+38,4 %
Revenu	8 483	7 650	+10,9 %
Marge opérationnelle avant amortissements	1 501	1 401	+7,1 %
En % du revenu net	21,0 %	20,9 %	
Marge opérationnelle	1 242	1 160	+7,1 %
En % du revenu net	17,4 %	17,3 %	
Résultat opérationnel	1 102	1 008	+9,3 %
Résultat net attribuable aux propriétaires de la Société	824	773	+6,6 %
Bénéfice par action	3,28	3,08	+6,5 %
Bénéfice courant par action, dilué ⁽¹⁾	3,51	3,38	+3,8 %
Free cash flow avant variation du BFR	828	744	+11,3 %

(1) Résultat net part du Groupe après élimination des pertes de valeur, de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions, des principales plus (moins)-values de cession et d'ajustement de juste valeur des actifs financiers et de la réévaluation des compléments de prix, divisé par le nombre moyen d'actions sur une base diluée.

(en million d'euros)

	30/06/2025	31/12/2024
Données extraites du bilan		
Total de l'actif	36 083	39 854
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	9 631	11 060
Endettement financier net (trésorerie nette)	1 033	(775)

1.2 ENVIRONNEMENT MACRO-ÉCONOMIQUE

La conjoncture économique du second trimestre 2025 a été placée sous le signe de la politique : les annonces successives de M. Trump aux États-Unis sur le sujet des droits de douane, les plans d'investissement (en Europe pour la défense et les infrastructures), et le plan de relance de la consommation en Chine. Au Proche-Orient, les guerres d'Israël contre le Hamas en Palestine, et contre l'Iran, ont également marqué ce second trimestre 2025, notamment en suscitant de la volatilité sur les marchés pétroliers. La conjoncture économique se dégrade mais demeure finalement relativement stationnaire. Les événements politiques ont profondément perturbé la séquence des statistiques, et il faudra attendre encore un ou deux trimestres pour mesurer l'impact exact du début du second mandat du président Trump.

Du côté de la sphère financière, les politiques monétaires demeurent restrictives aux États-Unis, alors que la BCE a poursuivi la baisse de ses taux directeurs. Partout dans le monde, l'inflation semble ne plus être un sujet d'inquiétude, alors qu'elle demeure au-delà des objectifs des banques centrales, sauf en Zone Euro. A Wall Street et d'une façon générale sur les marchés d'actions, un « trou d'air » observé début avril a été suivi par une forte remontée, qui démontre l'optimisme des acteurs de marché. Il tranche avec l'attentisme qui prévaut dans la sphère réelle.

Aux États-Unis, la croissance de PIB du second trimestre 2025 est attendue en hausse de +1,7 % (en rythme annuel), soit un ralentissement *versus* le 1^{er} trimestre (+2 %). Pour rappel, la croissance séquentielle trimestrielle du PIB du 1^{er} trimestre a été révisée à -0,5 % récemment, essentiellement en raison des baisses de dépenses publiques et de la hausse des importations, en anticipation de la mise en place de droits de douane en avril. La confiance du consommateur mesurée par le *Conference Board* ou l'Université du Michigan, a fortement baissé, en raison notamment des licenciements très médiatisés de fonctionnaires. Globalement, la consommation demeure résiliente, en raison de la baisse de l'inflation. Le taux de chômage de 4,1 % est toujours bas, et les créations d'emplois, supérieures aux attentes, montrent le dynamisme du marché du travail. Les prévisions de croissance du PIB pour l'année 2025 sont actuellement de +1,5 %, après +2,8 % en 2024, et ont été fortement revues à la baisse par les grands organismes internationaux comme le FMI ou l'OCDE. Les acteurs de l'économie sont encore dans l'incertitude en ce qui concerne les droits de douane : on sait qu'une forte hausse des droits de douanes sur les produits importés, devrait réduire la croissance des USA de 0,5 % à 1 %, et augmenter l'inflation de 1,5 % à 2 %, selon la moyenne des estimations de plusieurs conjoncturistes. Au terme du second trimestre, l'incertitude demeure grande sur ce sujet. Dans la mesure où son objectif d'inflation est de 2 %, la Banque Centrale a continué sa pause dans son processus de baisse de taux, qui restent inchangés depuis la dernière baisse de 0,25 % en décembre 2024. Ils demeurent dans une fourchette comprise entre 4,25 % et 4,5 %. Le dollar a fortement baissé vers l'euro et les principales monnaies, ce qui constitue une bonne nouvelle pour les entreprises exportatrices.

En **zone euro**, la situation globale de stagnation continue : le PIB devrait stagner au second trimestre 2025. Des divergences notables marquent les différents pays de la zone. En Allemagne, l'élection de Friedrich Merz, début mai, a mis un terme à une période d'incertitude politique. Le nouveau Chancelier a réussi à faire lever le frein constitutionnel au déficit public, et à faire voter le principe d'une forte hausse des dépenses militaires. La confirmation de la fin progressive du « parapluie militaire » des États-Unis induit cette forte hausse des dépenses d'investissement qui devraient favoriser la croissance de l'Allemagne et de ses partenaires européens dès 2026. Pour le second trimestre 2025, le consensus des économistes attend une croissance du PIB de +0,3 %, ce qui serait la plus forte croissance trimestrielle annualisée observée depuis le dernier trimestre 2022. En **France**, le PIB devrait progresser de +0,5 % au second trimestre, ce qui constitue un léger ralentissement par rapport au 1^{er} trimestre (+ 0,6 %), et une tendance opposée à la légère accélération de la croissance en Allemagne. Les dépenses des ménages ont baissé de 0,5 % au mois de mai, et la chute des commandes de véhicules particuliers est importante. Comme en Allemagne, l'apport du commerce extérieur s'affaiblit. Les efforts de réduction de la dépense publique et du déficit ont un impact négatif sur la croissance, alors que la désinflation réduit l'encaissement des impôts, notamment la TVA.

L'économie du **Royaume-Uni** est relativement résiliente. Elle demeure toujours très dépendante de la conjoncture européenne : son PIB devrait néanmoins progresser de +0,9 % au second trimestre 2025, un chiffre intermédiaire entre la zone euro (0,4 % - 0,5 %) et les États-Unis (+1,7 %). Les contributions à la croissance de l'investissement des entreprises et des dépenses publiques sont particulièrement faibles : les efforts de réduction du déficit public pèsent sur la croissance. L'inflation demeure un sujet : elle atteint 3,7 % en rythme annuel fin mai, et 4 % pour sa mesure européenne.

L'économie chinoise reste affaiblie. Elle avait profité au 1^{er} trimestre d'une forte demande des États-Unis dans l'anticipation de la forte hausse des droits de douane. La croissance du PIB est attendue à +4,9 % au second trimestre, après +5,4 % au premier. La consommation résiste : les ventes au détail ont fortement progressé. Les ventes de biens ciblés par le nouveau plan de relance ont flambé (électroménager : +53 %, appareils de communication +33 %). Le secteur immobilier reste en crise, et les tensions commerciales accrues avec les États-Unis et dans une moindre mesure l'Europe, affectent la croissance. En revanche, le commerce extérieur est très dynamique : pour le second trimestre, le consensus attend une baisse de -1,4 % des importations, et une hausse de +4 % des exportations.

Les **cours du pétrole** ont été très volatiles, en raison des bombardements américains des sites nucléaires iraniens, et du conflit ouvert entre l'Iran et l'Etat hébreu. Malgré cet important stress géopolitique, le cours du Brent s'est établi à 66\$ le baril fin juin : son niveau était à 20 \$ de plus il y a un an. Cette évolution reflète la faiblesse de la demande, affectée par le ralentissement économique mondial, et une offre toujours abondante.

1.3 POLITIQUE RSE DU GROUPE

En juin 2025, Publicis Groupe a vu son leadership en ESG conforté dans le classement du magazine *Time* en étant 24^{ème}/500 parmi les *World's Most Sustainable Companies of 2025*. Depuis 5 ans, le Groupe conserve sa position de numéro 1 de son secteur, en poursuivant ses engagements au long cours et en anticipant les enjeux autour de la durabilité, qui importent à toutes les parties prenantes : salariés, clients, investisseurs et actionnaires.

Au cours du 1^{er} semestre 2025, l'entreprise a poursuivi ses actions autour de ses trois grandes priorités :

E – Environnement et Lutte contre le dérèglement climatique

Dans le cadre des objectifs validés par SBTi pour 2030 et 2040, un travail est en cours en 2025 portant sur la révision de la matrice des risques climatiques, afin de prendre en compte les évolutions récentes liées à l'accélération du dérèglement climatique. L'objectif est d'ajuster le plan de transition climatique et de renforcer certaines actions. La forte croissance économique de l'entreprise accroît mécaniquement ses impacts liés au scope 3 (principalement les achats de biens et le transport aérien). L'objectif du passage à 100 % d'énergies renouvelables en source directe d'ici 2030 reste d'actualité.

Une session de travail dédiée au Climat a permis aux membres du Conseil d'Administration de prendre connaissance, de manière plus détaillée, des récents rapports scientifiques sur le phénomène d'accélération et de dégradation du Climat, et d'observer comment certaines industries préparent leur transition.

Au cours du 1^{er} semestre, un programme de formation obligatoire intitulée *Powering Sustainability* a été déployé dans plusieurs pays afin de former les salariés aux défis de la durabilité et du marketing responsable.

S – Impact & Équité sociale

En janvier 2025, un an après avoir lancé *CoreAI*, accompagné de dizaines de modules de formation sur les apports de l'Intelligence Artificielle (IA) Générative pour tous les métiers et accessibles dans Marcel.ai, tous les salariés du groupe ont été invités à participer à des *CoreAI Round Tables* régionales, sur l'intégration dans les différentes activités du Groupe et dans les offres destinées aux clients. Elle fut animée par le Président du Groupe Arthur Sadoun entouré des membres du Comité Exécutif et par des experts internes dans plusieurs activités. Parallèlement, plus de 250 nouveaux modules de formation liés à l'IA ont été mis à disposition des salariés.

Le plaidoyer *Working with Cancer* lancé par le Président du Groupe Arthur Sadoun en janvier 2023 compte désormais plus de 3 000 entreprises dans le monde et plus de 36 millions de salariés couverts. L'objectif commun est de faire tomber le tabou du cancer¹ au travail, de mieux protéger les salariés touchés et de mieux les accompagner (ainsi que les salariés aidants). Début 2025, la campagne « *Screening Time Off* » a permis aux salariés de mettre dans leur agenda les examens de dépistage (+20 % constatés pour ces rendez-vous) favorisant ainsi la détection précoce et la longévité des malades.

En juin 2025, plusieurs séquences du *Women's Forum* se sont tenues durant VivaTech, à l'occasion de la publication d'un rapport sur l'IA et l'employabilité des femmes, mettant en avant des éléments de perception. Des solutions concrètes ont été discutées, destinées à encourager plus de jeunes filles et de femmes à aller vers les métiers de l'IA, de la *Tech* et de la *Data*.

Aux États-Unis, un comité interne *ad hoc* a été constitué « *Internal Impact & Equity Board* » afin de guider les actions opérationnelles liées à l'égalité des chances pour tous. Cette enceinte permet d'assurer la continuité des engagements historiques de l'entreprise autour de sa signature et raison d'être « *Viva La Différence* ».

G – Éthique des affaires et Marketing Responsable

Aux *Cannes Lions 2025*, qui célèbrent chaque année les créations les plus impactantes en matière de marketing responsable, c'est la campagne réalisée pour AXA qui a été couronnée par le Grand Prix Titanium. « *Three Words* » (pour « et violences conjugales » désormais insérés dans les contrats habitation) a transformé un contrat centenaire et banalisé en un levier de transformation puissant. C'est une réponse systémique à un problème systémique, offrant un dispositif de soutien juridique, psychologique et financier, et d'une garantie de relogement d'urgence de 7 jours pour les victimes de violences conjugales.

Un an après avoir lancé une IA *Anti-Greenwashing*, une seconde IA sur les représentations sociales positives *Positive Representations AI* est venue compléter cet arsenal au service du marketing responsable, présentée en juin 2025 à VivaTech. Ces IA sont des outils d'auto-évaluation des communications reposant chacun sur des cadres existants, nationaux ou internationaux permettant aux salariés une première analyse pertinente. Publicis Groupe reste engagé dans les travaux conduit par l'interprofession au niveau international, comme *Ad Net Zero* autour du consensus méthodologique pour la mesure des impacts des medias, complété lors des *Cannes Lions* en juin 2025.

L'outil de calcul des émissions carbone A.L.I.C.E (*Advertising Limiting Impacts & Carbon Emissions*) est désormais utilisé dans plus de 65 pays. A.L.I.C.E permet à toutes les activités du Groupe (création, production, media, technologie, événements...) de mesurer leurs impacts (100 pays) en suivant la méthode du *GHG Protocol* et avec l'appui de Bureau Veritas sur la méthodologie de calcul et la mise à jour des facteurs d'émissions.

Enfin, en juin 2025, pour sa 9^{ème} édition co-organisée avec le Groupe les Echos et Publicis Groupe, VivaTech a réuni, en provenance de 171 pays, plus de 180 000 visiteurs à Paris – confortant sa place de premier événement européen dans le secteur de la *Tech*, avec des sessions pendant quatre jours réunissant plus de 14 000 start-ups, avec 450 *speakers*.

Les actions du Groupe et des agences en matière de RSE sont publiquement accessibles dans la section RSE du site du Groupe et les données sont synthétisées dans la partie *CSR Smart data*.

⁽¹⁾ cancer ou maladies graves

1.4 FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

En **janvier 2025**, Publicis Groupe a acquis **Atomic 212°**, la principale agence média indépendante en Australie, renforçant ainsi sa capacité à offrir à ses clients des solutions de transformation marketing complètes et intégrées dans la région.

En **février 2025**, Publicis Groupe a annoncé l'acquisition de **BR Media Group**, leader en marketing d'influence et de contenu en Amérique Latine, avec un réseau de plus de 500 000 créateurs, dont 80 % des influenceurs les plus importants de la région. Basé au Brésil, BR Media Group collabore avec plus de 500 clients locaux et internationaux et est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur des créateurs. La technologie propriétaire de BR Media Group, alimentée par plus de 5 milliards de points de données et 50 sources de données, renforcera l'offre *Connected Media* du Groupe en Amérique Latine.

En **mars 2025**, Publicis Groupe a annoncé l'acquisition de **Lotame**, leader indépendant en *data* et solutions d'identification. Au total, plus de 4 000 grandes marques et éditeurs à travers le monde utilisent la solution d'identification unique de Lotame, s'appuyant sur plus de 100 sources de données et plus de 1,6 milliard d'identifiants, afin d'optimiser leurs campagnes à grande échelle avec précision. L'alliance des actifs *data* et ID de Lotame combinée aux 2,3 milliards de profils globaux de Publicis Groupe offrira aux clients la possibilité d'adresser 91 % des internautes adultes au travers de communications personnalisées et à grande échelle.

En **mars 2025**, Publicis Groupe a annoncé l'acquisition de **Moov AI**, leader canadien de solutions en intelligence artificielle et en données, ayant réalisé des activations stratégiques en IA pour plus de 100 clients au Canada.

En **avril 2025**, Publicis Groupe a annoncé l'acquisition d'**Adopt**, une agence mondiale spécialisée dans le sport et la culture. Adopt renforcera la capacité du Groupe à utiliser les athlètes et le sport pour créer des liens culturels authentiques avec les marques.

Le **30 avril 2025**, le **Document d'Enregistrement Universel 2024** a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers. Il est tenu à la disposition du public dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et peut être consulté sur le site www.publicisgroupe.com, ainsi que sur le site de l'AMF (www.amf-france.org).

En **avril 2025**, Publicis a annoncé que son **Assemblée Générale Mixte** se tiendra le 27 mai 2025 à 10 heures, au PublicisCinéma, 133 avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e. L'avis préalable de réunion a été publié au BALO (Bulletin des Annonces Légales Obligatoires) le 9 avril 2025 et contient l'ordre du jour, le projet de résolutions et les principales modalités de participation et de vote à cette Assemblée. L'avis de convocation a été publié au BALO le 5 mai.

Le **27 mai 2025**, Publicis a tenu son **Assemblée générale**. Toutes les résolutions ont été adoptées parmi lesquelles :

- le versement d'un dividende de 3,60 euros par action, en progression de 5,9 % par rapport au dividende versé au titre de l'exercice 2023. Le détachement du dividende est intervenu le 1^{er} juillet 2025 et le dividende mis en paiement le 3 juillet 2025 ;
- la nomination du cabinet PricewaterhouseCoopers Audit en qualité de Commissaire aux comptes en charge de la certification des comptes en remplacement du cabinet Ernst & Young & Autres ;
- la nomination du cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du cabinet KPMG S.A. en qualité de Commissaires aux comptes en charge de la certification des informations en matière de durabilité, en remplacement du cabinet Grant Thornton ;
- les rémunérations des mandataires sociaux versées au cours de l'exercice 2024 ou attribuées au titre du même exercice ;
- les politiques de rémunération pour 2025 du Président-Directeur Général et des Administrateurs, telles que présentées dans le Document d'Enregistrement Universel 2024.

Le **25 avril 2025**, Publicis Groupe a démarré un **programme de rachat d'actions propres** qui s'est finalisé le 30 juin 2025. Dans le cadre de ce programme, Publicis Groupe S.A. a procédé au rachat de 1 610 899 de ses actions pour un montant de 149 millions d'euros (150 millions d'euros incluant la taxe sur les transactions financières). Ce programme a pour objectif de satisfaire aux obligations liées aux plans actuels d'actions gratuites au bénéfice des salariés, sans émettre de nouvelles actions.

En **mai 2025**, Publicis Groupe a annoncé l'acquisition de **Captiv8**, la plus grande plateforme mondiale dédiée au marketing d'influence avec un réseau de 15 millions de créateurs de contenus dans le monde entier, réunissant 95 % des influenceurs de plus de 5 000 abonnés. Grâce à sa technologie propriétaire basée sur l'IA et à ses solutions en « *social commerce* », Captiv8 permet aux marques de centraliser, piloter et mesurer leurs stratégies d'influence, tout en s'appuyant sur des créateurs pour accélérer les ventes à grande échelle. Captiv8 sera intégrée à l'offre *Connected Media* et associée à *Influential* afin de renforcer l'offre d'influence globale de Publicis Groupe.

Au cours du 1^{er} semestre 2025, le Groupe a mené plusieurs opérations significatives de gestion de sa structure financière :

- **En mai 2025, extension d'une ligne de crédit syndiquée** : le Groupe dispose d'une ligne de crédit syndiquée de 2 milliards d'euros, dont la maturité initiale était fixée à juillet 2029, avec deux options d'extension d'un an supplémentaire chacune. La première option d'extension d'un an a été exercée, portant la maturité de la ligne à juillet 2030. Au 30 juin 2025, cette ligne n'est pas utilisée.
- **Mise en place d'un programme EMTN et émission obligataire** : depuis le **16 mai 2025**, le Groupe dispose d'un programme de financement (*Euro Medium Term Notes*) d'un montant de 1 500 millions d'euros. Dans le

cadre de ce programme, le Groupe a réalisé une émission obligataire le **4 juin 2025** pour un montant total de 1 250 millions d'euros, réparti en deux tranches :

- 600 millions d'euros à échéance juin 2029, portant intérêt au taux annuel de 2,875 % ;
- 650 millions d'euros à échéance juin 2032, portant intérêt au taux annuel de 3,375 %.
- **En juin 2025, remboursement d'un emprunt obligataire** : le Groupe a procédé au remboursement de la tranche arrivant à échéance d'un montant de 750 millions d'euros. Cette obligation avait été émise en 2019 dans le cadre du financement de l'acquisition d'Epsilon.

1.5 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT

Compte de résultat consolidé simplifié

(en million d'euros)	S1 2025	S1 2024	2025 vs. 2024
Revenu net	7 152	6 688	+6,9 %
Revenu des coûts refacturables	1 331	962	+38,4 %
Revenu	8 483	7 650	+10,9 %
Charges de personnel et coûts des freelances	(4 835)	(4 498)	+7,5 %
Autres charges opérationnelles	(2 147)	(1 751)	+22,6 %
Marge opérationnelle avant amortissements	1 501	1 401	+7,1 %
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(259)	(241)	+7,5 %
Marge opérationnelle	1 242	1 160	+7,1 %
Taux de marge opérationnelle (% du revenu net)	17,4 %	17,3 %	
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(106)	(123)	-13,8 %
Perte de valeur	(35)	(45)	-22,2 %
Autres produits et charges non courants	1	16	
Résultat opérationnel	1 102	1 008	+9,3 %
Résultat financier hors réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	(43)	-	
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	38	28	
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	1	(3)	
Impôt sur le résultat	(266)	(256)	+3,9 %
Résultat net	832	777	+7,1 %
Résultat de la période attribuable aux :			
● Participations ne donnant pas le contrôle	8	4	
● Propriétaires de la Société	824	773	+6,6 %

Revenu net du second trimestre 2025

Le revenu net de Publicis Groupe pour le second trimestre 2025 est de 3 617 millions d'euros et se compare à 3 458 millions d'euros en 2024, en croissance de +4,6 %. Les variations de taux de change ont eu un impact négatif

pour 139 millions d'euros. Les acquisitions (nettes de cessions) ont contribué pour 101 millions d'euros au revenu net du second trimestre 2025. La croissance organique s'établit à +5,9 % sur le trimestre.

/ Répartition du revenu net du 2nd trimestre par zone géographique

(en million d'euros)	Revenu net		Croissance publiée	Croissance organique
	T2 2025	T2 2024		
Amérique du Nord	2 192	2 104	+4,2 %	+5,8 %
Europe	899	856	+5,0 %	+4,6 %
Asie Pacifique	318	306	+3,9 %	+5,7 %
Moyen-Orient & Afrique	104	100	+4,0 %	+8,8 %
Amérique Latine	104	92	+13,0 %	+19,8 %
Total	3 617	3 458	+4,6 %	+5,9 %

Le revenu net en **Amérique du Nord** est en hausse de +4,2 % sur une base publiée, incluant un effet défavorable lié à l'évolution du taux de change euro/dollar. La croissance organique de la zone s'est établie à +5,8 %. Les **États-Unis** enregistrent une croissance organique de +5,3 %, portée par une croissance très solide de *Connected Media* et *Intelligent Creativity*, confirmant la force des compétences intégrées du Groupe dans ce pays où son modèle est le plus avancé. *Technology* affiche une croissance organique légèrement positive ce trimestre, dans un contexte de report des dépenses d'investissement de la part des clients, observé dans l'ensemble du secteur du *consulting IT*.

Le revenu net en **Europe** est en hausse de +5,0 % sur une base publiée et de +4,6 % sur une base organique. La croissance organique au **Royaume-Uni** s'établit à +5,2 % ce trimestre avec une croissance *high-single digit* pour *Intelligent Creativity* et *mid-single digit* pour les activités *Connected Media* et *Technology*. La croissance organique en **France** est proche de l'équilibre, et positive *low-single digit* en excluant *Technology*. **L'Allemagne** enregistre une légère baisse sur une base organique, avec une croissance *high-*

single digit pour *Connected Media* plus que compensée par le recul de *Technology*. La croissance est positive *mid-single digit* en excluant *Technology*. **L'Europe Centrale et de l'Est** enregistre une forte croissance organique de +9,9 %, tirée par une croissance à deux chiffres pour *Connected Media* et une croissance *mid-single digit* pour *Technology*.

Le revenu net de la zone **Asie-Pacifique** est en hausse de +3,9 % en données publiées et de +5,7 % en organique. La **Chine** délivre une forte croissance organique de +5,2 %, après +10,5 % au second trimestre 2024, grâce aux gains de *new business* pour *Connected Media*.

La région **Moyen-Orient & Afrique** enregistre une croissance de +4,0 % en données publiées et de +8,8 % en données organiques, principalement tirée par une croissance à deux chiffres pour *Connected Media*.

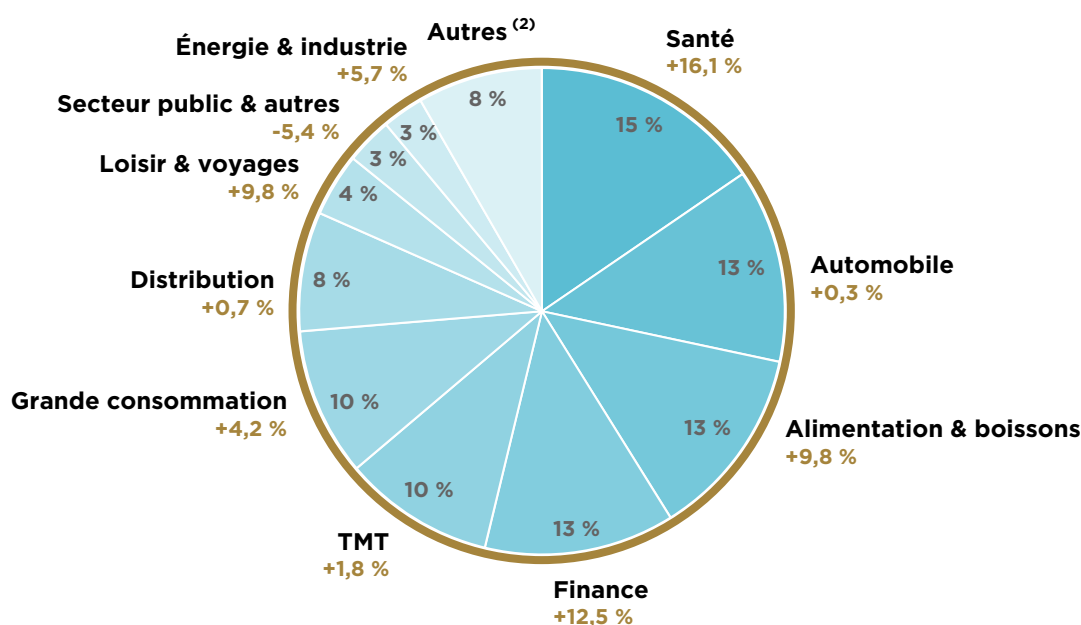
En **Amérique Latine**, le revenu net est en hausse de +19,8 % en organique, porté par *Connected Media* et *Intelligent Creativity*. La croissance sur une base publiée est de +13,0 % après prise en compte de la dépréciation du peso argentin par rapport à l'euro.

Revenu net du premier semestre 2025

Le revenu net de Publicis Groupe au 1^{er} semestre 2025 s'élève à 7 152 millions d'euros, en hausse de +6,9 % par rapport aux 6 688 millions d'euros du 1^{er} semestre 2024. Les variations de taux de change sur la période ont eu un

effet défavorable de 74 millions d'euros. Les acquisitions (nettes de cessions) ont contribué positivement au revenu net pour 179 millions d'euros. La croissance organique s'établit à +5,4 % au 1^{er} semestre 2025.

/ Répartition du revenu net du 1^{er} semestre 2025 par secteur ⁽¹⁾



(1) Croissance à taux de change constant et sur la base du périmètre 2025.

(2) Autres clients et activités diverses (affichage dans les transports, le Drugstore etc.)

/ Répartition du revenu net du 1^{er} semestre 2025 par zone géographique

(en million d'euros)	Revenu net		Croissance publiée	Croissance organique
	S1 2025	S1 2024		
Amérique du Nord	4 427	4 112	+7,7 %	+5,3 %
Europe	1 726	1 649	+4,7 %	+3,7 %
Asie Pacifique	604	572	+5,6 %	+5,3 %
Moyen-Orient & Afrique	207	190	+8,9 %	+10,1 %
Amérique Latine	188	165	+13,9 %	+23,6 %
Total	7 152	6 688	+6,9 %	+5,4 %

Le revenu net en **Amérique du Nord** a augmenté de +5,3 % sur une base organique au cours du 1^{er} semestre (+7,7 % sur une base publiée). Les **États-Unis** ont enregistré une performance très à +4,7 % en organique.

L'**Europe** a affiché une croissance organique de +3,7 % au 1^{er} semestre (+4,7 % sur une base publiée). Le **Royaume-Uni** a progressé de +3,6 %, la **France** et l'**Allemagne** ont affiché de légères baisses, et l'**Europe Centrale et de l'Est** a augmenté de +11,9 % sur une base organique.

Le revenu net de la région **Asie-Pacifique** a augmenté de +5,3 % sur une base organique (+5,6 % sur une base publiée). La **Chine** a enregistré une croissance organique de +7,1 %.

Le revenu net de la région **Moyen-Orient & Afrique** a augmenté de +10,1 % sur une base organique (+8,9 % sur une base publiée), et celui de l'**Amérique Latine** a progressé de +23,6 % (+13,9 % sur une base publiée).

Marge opérationnelle et résultat opérationnel

Marge opérationnelle

L'**EBITDA** (marge opérationnelle avant amortissements) s'établit à 1 501 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025, contre 1 401 millions en 2024, soit une hausse de +7,1 %. Le taux de marge d'EBITDA ressort à 21,0 % du revenu net (contre 20,9 % sur la même période en 2024).

Les **charges de personnel et coûts des freelances** s'élèvent à 4 835 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025, contre 4 498 millions d'euros en 2024, soit une hausse de +7,5 %. Elles représentent 67,6 % du revenu net du 1^{er} semestre 2025, contre 67,3 % sur la même période en 2024. Les coûts de restructuration s'élèvent à 63 millions d'euros sur le semestre, contre 41 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024.

Les **autres coûts (autres que les charges de personnel et coûts des freelances)** s'élèvent à 2 406 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025, et se comparent à 1 992 millions d'euros en 2024. Hors coûts refacturables, le poste s'élève à 1 075 millions d'euros contre 1 030 millions d'euros en 2024, représentant 15,0 % du revenu net à comparer à 15,4 % en 2024. Ils incluent :

- Les **autres charges opérationnelles** (hors coûts refacturables et dotations aux amortissements), à hauteur de 816 millions d'euros, qui se comparent à 789 millions d'euros du 1^{er} semestre 2024. Ces coûts représentent 11,4 % du revenu net contre 11,8 % au 1^{er} semestre 2024, reflétant une solide maîtrise des coûts.
- Les **dotations aux amortissements**, à hauteur de 259 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025, en hausse de 18 millions d'euros par rapport au niveau du 1^{er} semestre 2024 (241 millions d'euros), principalement en lien avec les projets et investissements informatiques du Groupe.

En conséquence, la **marge opérationnelle** s'établit à 1 242 millions d'euros au 30 juin 2025, en hausse de +7,1 % par rapport au 1^{er} semestre 2024. Le taux de marge ressort à 17,4 % au 1^{er} semestre 2025, contre 17,3 % au 1^{er} semestre 2024.

Les **taux de marge opérationnelle par région** s'élèvent à 17,5 % en Amérique du Nord, 17,0 % en Europe, 26,0 % en Asie-Pacifique, 1,0 % pour la région Moyen-Orient/Afrique et 8,0 % en Amérique latine.

Résultat opérationnel

Les **dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles liées aux acquisitions** s'élèvent à 106 millions d'euros sur le semestre, en baisse de 17 millions par rapport au 1^{er} semestre 2024, principalement en lien avec la fin d'amortissement de certaines technologies d'Epsilon.

Les **pertes de valeur**, s'élèvent à 35 millions d'euros, incluant exclusivement une composante liée à l'optimisation du parc immobilier, soit une réduction de 10 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2024 à 45 millions d'euros, qui outre la composante immobilière incluait également une perte de valeur de 3 millions d'euros sur les actifs incorporels.

Les **autres produits et charges non courants** du 1^{er} semestre 2025 ne sont pas significatifs et constituent un produit de 1 million d'euros. Au 1^{er} semestre 2024, le résultat non courant

constituait un profit de 16 millions d'euros correspondant principalement au produit de 14 millions d'euros généré par l'apport du droit d'exclusivité pour l'utilisation des technologies Citrus et Epsilon à la société mise en équivalence Unlimitail, détenue à 49 % par le Groupe.

Le **résultat opérationnel** s'élève à 1 102 millions d'euros sur le semestre contre 1 008 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024.

Autres postes du compte de résultat

Le **résultat financier**, composé du coût de l'endettement financier net, de la réévaluation des compléments de prix sur acquisitions (*earn-out*) et d'autres charges et produits financiers, est une charge nette de 5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025, se comparant à un résultat financier positif de 28 millions d'euros sur la même période en 2024.

- Le **produit (net de charges) sur l'endettement financier net** est de 15 millions d'euros sur le semestre, par rapport à un produit de 39 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024. Le montant du 1^{er} semestre 2025 comprend 58 millions d'euros de charge d'intérêts (quasiment stable par rapport aux 61 millions du 1^{er} semestre 2024) et des produits financiers pour 73 millions d'euros, en retrait par rapport aux 100 millions d'euros du 1^{er} semestre 2024.
- Les **autres charges et produits financiers** (hors réévaluation des *earn-outs*) représentent une charge de 58 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025, et comprennent notamment 44 millions d'euros d'intérêts sur les obligations locatives, et un produit de 1 million d'euros de réévaluation de la juste valeur des fonds communs de placement. Au 1^{er} semestre 2024, les autres charges et produits financiers correspondaient à une charge de 39 millions d'euros, incluant 42 millions d'euros d'intérêts sur les obligations locatives et un produit de 7 millions d'euros lié à la réévaluation de la juste valeur des fonds communs de placement.
- La **réévaluation des earn-outs** a conduit à enregistrer un produit de 38 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2025, à comparer à un produit de 28 millions d'euros en 2024.

La **quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence** sur le 1^{er} semestre 2025 est un bénéfice de 1 million d'euros, contre une perte de 3 millions d'euros en 2024.

La **charge d'impôt** est de 266 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2025, découlant de l'application d'un taux d'impôt effectif prévisionnel de 25,1 % pour 2025 (avant prise en compte de la réforme fiscale OBBBA aux États-Unis - cf. 1.6 Événements postérieurs à l'exercice), contre une charge d'impôt de 256 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024, au taux d'impôt effectif prévisionnel de 24,9 %.

La part des **participations ne donnant pas le contrôle** dans le résultat net est un bénéfice de 8 millions d'euros au 30 juin 2025 contre un bénéfice de 4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024.

Au total, le **résultat net part du Groupe** du 1^{er} semestre 2025 est un bénéfice de 824 millions d'euros, en progression de +6,6 % par rapport aux 773 millions d'euros de l'année précédente pour la même période.

Le **bénéfice par action** est de 3,28 euros au 30 juin 2025, en hausse de +6,5 % comparé à 3,08 euros au 30 juin 2024.

Situation financière et trésorerie

Bilan simplifié

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Goodwill	13 009	13 843
Immobilisations incorporelles	925	1 069
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	1 612	1 735
Autres actifs non courants	936	974
Impôts courant et différé	24	(94)
Besoin en fonds de roulement	(2 824)	(3 948)
Total	13 682	13 579
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	9 631	11 060
Participations ne donnant pas le contrôle	(27)	(24)
Total capitaux propres	9 604	11 036
Provisions et engagements de retraite	776	858
Endettement financier net	1 033	(775)
Obligations locatives	2 269	2 460
Total	13 682	13 579

Les **capitaux propres consolidés attribuables aux propriétaires de la Société** sont passés de 11 060 millions d'euros au 31 décembre 2024 à 9 631 millions d'euros au 30 juin 2025, sous l'effet des éléments suivants :

- (+) Résultat net du 1^{er} semestre 2025 : 824 millions d'euros ;
- (-) Autres éléments du résultat global nets d'impôts (principalement constitués des écarts de conversion) : 1 235 millions d'euros ;
- (-) Dividendes : 903 millions d'euros ;
- (+) Rémunérations fondées sur des actions, nettes d'impôts : 51 millions d'euros ;
- (-) (Achats) / Ventes d'actions propres : 149 millions d'euros ;
- (-) Acquisitions et engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle : 17 millions d'euros.

Dans le cadre d'un programme de rachat d'actions propres, Publicis Groupe S.A. a procédé au rachat de 1 610 899 de ses actions pour un montant de 149 millions d'euros (150 millions d'euros incluant la taxe sur les transactions financières) au cours du 1^{er} semestre 2025. Ce programme a pour objectif de satisfaire aux obligations liées aux plans actuels d'actions gratuites au bénéfice des salariés, sans émettre de nouvelles actions.

Au cours du 1^{er} semestre 2024, dans le cadre d'un programme de rachat d'actions propres, Publicis Groupe S.A. avait procédé au rachat de 1 031 711 de ses actions pour un montant de 99 millions d'euros (101 millions d'euros incluant la taxe sur les transactions financières). Ce programme avait le même objectif.

Par ailleurs, au cours du mois de juin 2024, Publicis Groupe S.A. avait acquis un bloc de 150 000 de ses propres actions pour un montant de 15 millions d'euros, auprès de l'actionnaire Madame Sophie Dulac, qui ont servi également à satisfaire aux obligations de la Société en lien avec les plans actuels d'actions gratuites au bénéfice des salariés, sans avoir à émettre de nouvelles actions.

Les **participations ne donnant pas le contrôle** sont négatifs, à hauteur de 27 millions d'euros, contre 24 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Endettement financier net

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Dettes financières (long terme et court terme)	3 190	2 715
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2025, 2028 et 2031 ⁽¹⁾	(8)	209
Juste valeur des dérivés sur prêts/emprunts intragroupe ⁽¹⁾	57	(55)
Total dette financière y compris valeur de marché des dérivés associés	3 239	2 869
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 206)	(3 644)
Endettement financier net	1 033	(775)
Endettement net/capitaux propres (y compris participation ne donnant pas le contrôle)	0,11	n/a

(1) Présentés en « Autres actifs financiers courants » et/ou « Autres passifs financiers courants » au bilan consolidé.

L'**endettement financier** net s'établit à 1 033 millions d'euros au 30 juin 2025 (soit un ratio Dette nette / fonds propres de 0,11) à comparer à une position nette de trésorerie positive de 775 millions d'euros au 31 décembre 2024. Pour rappel, la dette nette s'élevait à 99 millions d'euros à fin juin 2024.

Au cours du 1^{er} semestre 2025, outre les acquisitions de filiales réalisées, deux opérations significatives ont impacté la dette du Groupe (cf. section 1.4 Faits marquants de l'exercice) :

- le remboursement de la tranche obligataire, mise en place en 2019 dans le cadre du financement de l'acquisition d'Epsilon et arrivant à échéance en juin 2025, pour un montant de 750 millions d'euros ;
- la réalisation d'une émission obligataire en juin 2025 pour un montant total de 1 250 millions d'euros, dans le cadre de la mise en place d'un programme EMTN en mai 2025. La trésorerie provenant de l'émission de ces obligations sera affecté aux besoins généraux du Groupe.

La **dette nette moyenne du Groupe** sur les 12 derniers mois s'est élevée à 836 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025 contre 375 millions d'euros sur la même période en 2024.

Flux de trésorerie

Les **flux nets de trésorerie liés à l'activité** se sont traduits par un besoin de 548 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2025 contre un besoin de 556 millions d'euros pour la même période de l'année précédente. La variation du besoin en fonds de roulement est négative et s'établit à 1 745 millions d'euros, à comparer à une variation également négative de 1 629 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024. L'impôt payé ressort à 350 millions d'euros en 2025 contre 376 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024.

Les **flux nets liés aux opérations d'investissement** comprennent les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les acquisitions nettes d'immobilisations financières et les acquisitions et cessions de filiales (nettes de la trésorerie acquise). Le montant net des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement correspond à une utilisation de trésorerie de 559 millions d'euros au 30 juin 2025 contre une utilisation de 335 millions d'euros sur la même période en 2024. Le montant (net de cessions) consacré aux acquisitions de filiales s'est élevé à 433 millions d'euros, incluant notamment les acquisitions de Captiv8, BR Media, Lotame, Atomic 212 et Adopt, ainsi que 40 millions d'euros de paiements relatifs à des *earn-out* et

buy-out, contre 229 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024 (montant incluant notamment l'acquisition de Spinnaker et 69 millions d'euros de paiements d'*earn-out* et *buy-out*). Les investissements nets en immobilisations corporelles et incorporelles se sont établis à 115 millions d'euros au 30 juin 2025, globalement stables par rapport aux 118 millions d'euros du 1^{er} semestre 2024.

Les **opérations de financement** se sont traduites par un surplus de 70 millions d'euros à fin juin 2025 contre une utilisation de 351 millions d'euros à la même période de l'année précédente. Ce surplus trouve son origine dans l'encaissement net généré par l'émission obligataire de 1 250 millions d'euros, net du remboursement de la tranche obligataire de 750 millions d'euros. Les rachats (nets) d'actions propres ont généré une utilisation de cash de 149 millions d'euros (contre une utilisation de 119 millions d'euros en 2024), liée principalement au programme de rachat qui s'est déroulé au cours du 2^{ème} trimestre et qui a conduit à l'achat de 1 610 899 actions propres pour un montant total de 150 millions d'euros. L'année dernière, un programme de rachat s'était déroulé au cours du 1^{er} trimestre, conduisant à l'acquisition de 1 031 711 actions propres pour un montant de 101 millions d'euros, auquel s'était rajouté l'acquisition d'un bloc de 150 000 actions auprès d'un actionnaire pour 15 millions d'euros. Les remboursements de dettes locatives et les intérêts y afférent s'élèvent à 232 millions d'euros au 30 juin 2025, en ligne avec les 224 millions sur la même période en 2024. Les intérêts nets décaissés se sont élevés à 22 millions d'euros sur le semestre, contre un encaissement de 13 millions d'euros en 2024.

Au total, la **position de trésorerie** du Groupe nette des soldes créditeurs de banques a diminué de 1 436 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2025 contre une diminution de 1 168 millions d'euros sur la même période de l'année précédente.

En incluant les lignes de crédit mobilisables à court terme, la **liquidité disponible pour le Groupe** s'élève à 4 206 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 5 644 millions d'euros au 31 décembre 2024 et 4 661 millions d'euros au 30 juin 2024.

Pour rappel, le Groupe dispose d'une ligne de crédit syndiquée de 2 milliards d'euros, dont la maturité initiale, fixée en juillet 2029, a fait l'objet en juin d'une extension d'un an, portant la maturité de la ligne à juillet 2030 (cf. section 1.4 Faits marquants du semestre). Au 30 juin 2025, cette ligne n'est pas utilisée.

Free cash flow

Le tableau ci-dessous présente le calcul du *free cash flow* du Groupe.

(en millions d'euros)	S1 2025	S1 2024
Marge opérationnelle avant amortissements	1 501	1 401
Intérêts financier payés, nets	(22)	13
Remboursements des obligations locatives et intérêts associés	(232)	(224)
Impôt payé	(350)	(376)
Autres	46	48
Flux de trésorerie générés par l'activité avant variation du BFR	943	862
Investissements en immobilisations (nets)	(115)	(118)
Free cash flow avant variation du BFR	828	744

Le **free cash flow** du Groupe, avant variation du besoin en fonds de roulement (BFR), s'établit à 828 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025, en hausse de 84 millions d'euros par rapport à celui de la même période en 2024, notamment grâce à la croissance de la marge opérationnelle avant amortissements qui progresse de 100 millions d'euros.

Les **impôts payés** s'établissent à 350 millions d'euros, en baisse de 26 millions, par rapport aux 376 millions de 2024 qui incluaient certains paiements non récurrents.

Les **remboursements de dettes locatives** et les intérêts y afférent s'élèvent à 232 millions d'euros au 30 juin 2025, en ligne par rapport aux 224 millions du 1^{er} semestre 2024.

Les **intérêts financiers nets** constituent un décaissement de 22 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2025, par rapport à un encaissement de 13 millions d'euros sur la même période en 2024, en raison de la diminution des produits financiers.

Les **investissements nets en immobilisations corporelles et incorporelles** se sont établis à 115 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025, globalement stables, par rapport aux 118 millions du 1^{er} semestre 2024.

Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent principalement celles réalisées avec les entreprises associées et il n'y a pas eu de changements significatifs dans les transactions avec les parties liées au cours des six premiers mois de l'année.

Publicis Groupe S.A. (société mère du Groupe)

Le total des **produits d'exploitation** s'élève à 138 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2025, contre 120 millions pour la même période de l'année précédente. Il comprend le chiffre d'affaires, composé exclusivement de loyers immobiliers et d'honoraires pour services d'assistance aux filiales du Groupe, pour un montant de 15 millions d'euros, comme au 30 juin 2024, et des refacturations et autres produits pour 118 millions d'euros (contre 106 millions au 30 juin 2024), la majeure partie de ces éléments n'ayant pas d'impact au niveau du résultat de la Société, car ayant une contrepartie au niveau des charges d'exploitation. L'augmentation provient de la refacturation aux agences du Groupe des livraisons d'actions gratuites dans le cadre des plans attribués aux salariés.

Les **charges d'exploitation** s'élèvent à 138 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 125 millions d'euros au 30 juin de l'année précédente. En excluant les coûts refacturés, elles se maintiennent à un niveau relativement stable.

En conséquence, le **résultat d'exploitation** est équilibré sur le 1^{er} semestre 2025, comparé à une perte de 5 millions d'euros en 2024.

Les **produits financiers** s'établissent à 8 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 5 millions d'euros l'année précédente, notamment grâce aux dividendes remontés par les filiales.

Les **charges financières** s'élèvent à 34 millions d'euros au 30 juin 2025, contre 58 millions d'euros l'année précédente. Cette évolution est liée, pour la plus grande partie, à la diminution de la charge d'intérêt relative au *cash-pool* du Groupe et aux prêts intragroupe.

Le **résultat courant avant impôt** est une perte de 26 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2025, contre une perte de 57 millions d'euros sur la même période en 2024.

Après prise en compte d'un gain **d'impôt** net de 2 millions d'euros provenant de l'intégration fiscale française, le **résultat net de Publicis Groupe S.A.**, société mère du Groupe, ressort en perte de 24 millions d'euros au 30 juin 2025 contre une perte de 53 millions d'euros au 30 juin 2024.

1.6 ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Le 4 juillet 2025, une loi budgétaire majeure a été promulguée aux États-Unis (One Big Beautiful Bill Act), introduisant notamment des mesures fiscales applicables rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2025. Cette législation comprend l'extension de réductions d'impôts existantes, des ajustements aux règles d'amortissement fiscal, ainsi que des modifications ciblées de certains crédits d'impôt.

Au 30 juin 2025, cette loi n'avait pas encore été adoptée définitivement par le Congrès américain ni signée par le Président. Elle n'a donc pas été prise en compte dans les états financiers semestriels.

Compte tenu des modalités de mise en œuvre ainsi que des options prévues par la réglementation, le Groupe analyse actuellement les impacts potentiels de cette loi sur ses activités et sa charge fiscale.

1



1.7 PERSPECTIVES

Après un 1^{er} semestre 2025 au-delà des attentes, et la contribution de 15 budgets significatifs remportés depuis le début de l'année, **le Groupe relève son objectif de croissance organique pour l'ensemble de l'année 2025** malgré un manque de visibilité dû à un contexte macro-économique difficile.

Le Groupe vise désormais une **croissance organique proche de +5 % en 2025**, contre une fourchette de +4 % à +5 % précédemment. Cet objectif tient compte des réductions des dépenses publicitaires attendues au cours du 2^{ème} semestre, 2025, d'une performance négative de Publicis Sapient sur l'ensemble de l'année, et de l'impact négatif des ajustements de budget de fin d'année, après les impacts positifs enregistrés fin 2024.

Le Groupe **réitère par ailleurs son objectif 2025 de taux de marge opérationnelle, qui devrait enregistrer une légère amélioration** par rapport à son niveau de 18,0 % en 2024, le plus élevé du secteur. Cet objectif sera atteint alors que le Groupe maintient des niveaux élevés d'investissements dans l'intelligence artificielle, ses talents et le *new business*. **Le free cash flow est désormais attendu à environ 1,9 milliards d'euros** avant variation du besoin en fonds de roulement, intégrant un impact négatif de 80 millions d'euros, lié à l'évolution défavorable des taux de change.



Chapitre

2. COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2025

2.1	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	18
2.2	ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	19
2.3	BILAN CONSOLIDÉ	20
2.4	TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	21

2.5	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	22
2.6	NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	23

2.1 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2025 (6 mois)	30 juin 2024 (6 mois)	31 décembre 2024 (12 mois)
Revenu net ⁽¹⁾	4	7 152	6 688	13 965
Revenu des coûts refacturables		1 331	962	2 065
Revenu	4	8 483	7 650	16 030
Charges de personnel et coûts des freelances	5	(4 835)	(4 498)	(9 224)
Autres charges opérationnelles	6	(2 147)	(1 751)	(3 792)
Marge opérationnelle avant amortissements		1 501	1 401	3 014
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	7	(259)	(241)	(495)
Marge opérationnelle		1 242	1 160	2 519
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	7	(106)	(123)	(234)
Perte de valeur	7	(35)	(45)	(86)
Autres produits et charges non courants	8	1	16	15
Résultat opérationnel		1 102	1 008	2 214
Charges sur endettement financier	9	(58)	(61)	(122)
Produits sur endettement financier	9	73	100	174
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	9	38	28	35
Autres charges et produits financiers	9	(58)	(39)	(81)
Résultat financier		(5)	28	6
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		1	(3)	(2)
Résultat avant impôt		1 098	1 033	2 218
Impôt sur le résultat	10	(266)	(256)	(549)
Résultat net		832	777	1 669
<i>Résultat de la période attribuable aux :</i>				
● Participations ne donnant pas le contrôle		8	4	9
● Propriétaires de la Société		824	773	1 660
Données par action (en euros) – Résultat net attribuable aux propriétaires de la Société	11			
Nombre d'actions		251 389 723	250 711 640	250 677 462
Bénéfice net par action		3,28	3,08	6,62
Nombre d'actions dilué		253 471 482	253 302 880	253 565 798
Bénéfice net par action – dilué		3,25	3,05	6,55

(1) Revenu net : revenu après déduction des coûts refacturables aux clients. Ces coûts concernent essentiellement des activités de production et de média, ainsi que des frais divers à la charge des clients. Ces éléments refacturables aux clients ne faisant pas partie du périmètre d'analyse des opérations, l'indicateur revenu net est le plus pertinent pour la mesure de la performance opérationnelle des activités du Groupe.

2.2 ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	30 juin 2025 (6 mois)	30 juin 2024 (6 mois)	31 décembre 2024 (12 mois)
Résultat net de la période (a)	832	777	1 669
Éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat			
● Réévaluation du passif net relatif aux régimes à prestations définies	3	18	2
● Impôt lié	-	(4)	(1)
Éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat			
● Réévaluation des instruments de couverture	(66)	19	63
● Écarts de conversion de consolidation	(1 194)	244	519
● Impôt lié	17	(5)	(17)
Total des autres éléments du résultat global (b)	(1 240)	272	566
Résultat global de la période (a) + (b)	(408)	1 049	2 235
<i>Résultat global de la période attribuable aux :</i>			
● Participations ne donnant pas le contrôle	3	4	11
● Propriétaires de la société mère du Groupe	(411)	1 045	2 224

2

2.3 BILAN CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2025	31 décembre 2024
Actif			
Goodwill	12	13 009	13 843
Immobilisations incorporelles		925	1 069
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	17	1 612	1 735
Immobilisations corporelles		576	608
Impôts différés actifs		253	237
Titres mis en équivalence		75	79
Autres actifs financiers non courants		285	287
Actifs non courants		16 735	17 858
Stocks et en-cours de production		587	361
Créances clients		13 874	15 595
Actifs sur contrats		1 675	1 445
Créances d'impôt courant		205	176
Autres actifs financiers courants		131	176
Autres créances et actifs courants		670	599
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 206	3 644
Actifs courants		19 348	21 996
Total de l'actif		36 083	39 854
Passif			
Capital		102	102
Réserves consolidées, part du Groupe		9 529	10 958
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	13	9 631	11 060
Participations ne donnant pas le contrôle		(27)	(24)
Total capitaux propres		9 604	11 036
Dettes financières à plus d'un an	16	2 994	1 843
Obligations locatives à plus d'un an	17	1 915	2 099
Impôts différés passifs		136	172
Engagements de retraites et autres avantages à plus d'un an	15	272	271
Provisions à long terme	14	289	317
Passifs non courants		5 606	4 702
Dettes financières à moins d'un an	16	196	872
Obligations locatives à moins d'un an	17	354	361
Dettes fournisseurs		16 412	19 375
Passifs sur contrats		583	604
Passif d'impôt courant		298	335
Engagements de retraites et autres avantages à moins d'un an	15	16	21
Provisions à court terme	14	199	249
Autres passifs financiers courants		1 065	310
Autres dettes et passifs courants		1 750	1 989
Passifs courants		20 873	24 116
Total du passif		36 083	39 854

2.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

2

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2025 (6 mois)	30 juin 2024 (6 mois)	31 décembre 2024 (12 mois)
Flux de trésorerie liés à l'activité				
Résultat net		832	777	1 669
Neutralisation des produits et charges calculés:				
Impôt sur le résultat	10	266	256	549
Résultat financier	9	5	(28)	(6)
Moins-values (plus-values) de cession d'actifs (avant impôt)		(1)	(16)	(13)
Dotation aux amortissements et pertes de valeur	7	400	409	815
Rémunérations fondées sur des actions	5	54	46	91
Autres produits et charges calculés		(11)	1	6
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		(1)	3	2
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		3	1	4
Impôt payé		(350)	(376)	(655)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité ⁽¹⁾		(1 745)	(1 629)	(161)
Flux net de trésorerie lié à l'activité (I)		(548)	(556)	2 301
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(116)	(120)	(238)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		1	2	3
Acquisitions nettes d'immobilisations financières		(11)	12	34
Acquisitions de filiales, nette de la trésorerie acquise	3	(433)	(229)	(915)
Cessions de filiales	3	-	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (II)		(559)	(335)	(1 116)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	13	-	-	(853)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(5)	(9)	(12)
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	16	1 249	-	1
Remboursements des emprunts	16	(753)	(5)	(603)
Remboursements des obligations locatives	17	(188)	(182)	(369)
Intérêts payés sur obligations locatives	17	(44)	(42)	(84)
Intérêts financiers payés	16	(97)	(85)	(105)
Intérêts financiers encaissés		75	98	174
Rachats de participations ne donnant pas le contrôle	16	(18)	(7)	(8)
(Achats)/Ventes nets d'actions propres	13	(149)	(119)	(148)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (III)		70	(351)	(2 007)
Incidence des variations de taux de change (IV)		(399)	74	215
Variation de la trésorerie consolidée (I + II + III + IV)		(1 436)	(1 168)	(607)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier		3 644	4 250	4 250
Soldes créditeurs de banques au 1 ^{er} janvier		(2)	(1)	(1)
Trésorerie à l'ouverture (V)		3 642	4 249	4 249
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		2 206	3 082	3 644
Soldes créditeurs de banques à la clôture		-	(1)	(2)
Trésorerie à la clôture (VI)		2 206	3 081	3 642
Variation de la trésorerie consolidée (VI - V)		(1 436)	(1 168)	(607)
(1) Détail de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité				
Variation des stocks et en-cours de production		(245)	(121)	(34)
Variation des créances clients et actifs sur contrats		137	299	(1 449)
Variation des autres actifs courants		(55)	182	414
Variation des dettes fournisseurs		(1 318)	(2 099)	1 327
Variation des provisions et autres passifs courants		(264)	110	(419)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(1 745)	(1 629)	(161)

2.5 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital	Réserve de conversion	Réserve de coût de couverture	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
250 574 493	1er janvier 2024	102	3 336	(299)	16	6 633	9 788	(40)	9 748
	Résultat net	-	-	-	-	773	773	4	777
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts	-	-	239	19	14	272	-	272
	Résultat global de la période	-	-	239	19	787	1 045	4	1 049
-	Dividendes	-	(53)	-	-	(800)	(853)	(9)	(862)
-	Paielements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	-	-	-	-	60	60	-	60
-	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	(5)	(5)	4	(1)
-	Exercices de bons de souscription d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-
416 958	(Achats)/Ventes d'actions propres	-	-	-	-	(119)	(119)	-	(119)
250 991 451	30 juin 2024	102	3 283	(60)	35	6 556	9 916	(41)	9 875
250 739 747	1er janvier 2025	102	3 283	218	62	7 395	11 060	(24)	11 036
	Résultat net	-	-	-	-	824	824	8	832
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts	-	-	(1 189)	(49)	3	(1 235)	(5)	(1 240)
	Résultat global de la période	-	-	(1 189)	(49)	827	(411)	3	(408)
-	Dividendes	-	-	-	-	(903)	(903)	(5)	(908)
-	Paielements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	-	-	-	-	51	51	-	51
-	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	(17)	(17)	(1)	(18)
-	Exercices de bons de souscription d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-
78 692	(Achats)/Ventes d'actions propres	-	-	-	-	(149)	(149)	-	(149)
250 818 439	30 juin 2025	102	3 283	(971)	13	7 204	9 631	(27)	9 604

2.6 NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

SOMMAIRE DÉTAILLÉ DES NOTES ANNEXES

Note 1	Règles et méthodes comptables	24	Note 13	Capitaux propres	32
1.1	Nouvelles normes et interprétations applicables	24	Note 14	Provisions et passifs éventuels	33
1.2	Recours aux jugements et estimations	24	Note 15	Engagements de retraite et autres avantages du personnel	34
Note 2	Contexte macro-économique	25	Note 16	Emprunts et dettes financières	34
Note 3	Variations du périmètre de consolidation	25	Note 17	Contrats de location	37
3.1	Acquisitions du premier semestre 2025	25	Note 18	Engagements	39
3.2	Acquisitions du premier semestre 2024	26	Note 19	Gestion des risques	40
3.3	Cessions des premiers semestres 2025 et 2024	26	Note 20	Information sectorielle	41
Note 4	Revenu et revenu net	27	Note 21	Plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA	44
Note 5	Charges de personnel, coûts des freelances et effectifs	27	Note 22	Informations relatives aux transactions avec les parties liées	46
Note 6	Autres charges opérationnelles	28	Note 23	Événements postérieurs à la clôture	46
Note 7	Dotations aux amortissements et pertes de valeur	28			
Note 8	Autres produits et charges non courants	29			
Note 9	Résultat financier	29			
Note 10	Impôt sur le résultat	29			
Note 11	Bénéfice net par action	30			
Note 12	Goodwill	31			

Publicis Groupe SA (la « Société ») est une société anonyme à Conseil d'Administration régie par les articles L. 225-17 à L. 225-56 du Code de commerce. Le siège social est situé au 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, France.

Les états financiers consolidés de la Société comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »). Le Groupe est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du marketing et de la communication, du conseil stratégique à l'exécution. La stratégie du Groupe est d'être le partenaire privilégié de ses clients grâce à une approche intégrée leur permettant d'accroître leur part de marché et d'accélérer leur développement dans une nouvelle ère du commerce.

Note 1 Règles et méthodes comptables

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du Groupe au 30 juin 2025 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union Européenne (UE) et publiée par l'IASB (International Accounting Standards Board). Ils doivent être lus en relation avec les derniers états financiers annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 du Groupe, présentés dans le document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 30 avril 2025 (« document d'enregistrement universel 2024 », pages 275 à 339).

Ils ne comprennent pas toutes les informations nécessaires à un jeu complet d'états financiers préparé selon les normes IFRS. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers annuels.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2025 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 16 juillet 2025.

Les états financiers consolidés sont présentés en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Les montants sont arrondis au million d'euros le plus proche, sauf indication contraire.

1.1 Nouvelles normes et interprétations applicables

Conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et les normes IFRS publiées par l'IASB

Les comptes semestriels sont établis suivant les mêmes principes que les comptes annuels, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 et de l'application de nouvelles normes mentionnées ci-dessous.

Pour les périodes présentées, les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne sont alignées avec celles publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board), à l'exception des textes en cours d'adoption, qui n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe. Ainsi, les

comptes du Groupe respectent à la fois les normes IFRS adoptées par l'Union européenne et celles publiées par l'IASB.

Nouvelles normes et interprétations applicables

L'application par le Groupe des nouvelles normes et interprétations obligatoires pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025, n'a pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe et concerne les modifications d'IAS 21 - Absence de convertibilité.

Évolution future du référentiel comptable

Au 30 juin 2025, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de nouvelle norme ou interprétation. Le Groupe ne s'attend pas à ce que l'adoption des normes IFRS futures ait une incidence majeure sur les états financiers des futures périodes à l'exception d'IFRS 18, dont l'impact potentiel est en cours d'évaluation.

1.2 Recours aux jugements et estimations

La situation financière et les résultats du Groupe dépendent des méthodes comptables, hypothèses, estimations et jugements retenus lors de l'élaboration des comptes consolidés. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation est comptabilisé de manière prospective.

Le Groupe fonde ses estimations sur son expérience passée ainsi que sur un ensemble d'autres hypothèses jugées raisonnables au regard des circonstances afin d'évaluer les valeurs à retenir pour les actifs et passifs du Groupe. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Les jugements significatifs exercés par le Groupe pour appliquer les méthodes comptables et les principales sources d'incertitude des estimations sont identiques à ceux décrits dans les derniers états financiers annuels.

En particulier, le Groupe ne s'attend pas à ce que ces sources d'incertitude liées aux estimations soient affectées de manière significative par les changements macroéconomiques, technologiques, sociaux et climatiques à venir.

Note 2 Contexte macro-économique

Au 1^{er} semestre 2025, le Groupe a évolué dans un environnement mondial toujours marqué par une croissance modérée et des incertitudes persistantes, tant économiques que géopolitiques. Le projet de hausse des droits de douane annoncé par les États-Unis a contribué à accentuer ces tensions. La promulgation récente d'une réforme fiscale aux États-Unis (*One Big Beautiful Bill Act - OBBBA*) s'inscrit dans ce contexte, avec des modalités d'application encore en cours d'analyse. Toutefois, ces éléments n'ont pas eu d'impact significatif sur la trajectoire de performance du

Groupe. En effet, les activités de Publicis ont continué d'évoluer dans la lignée des objectifs fixés en matière de croissance organique et de marge opérationnelle au 1^{er} semestre 2025, tels que définis dans les plans d'affaires. La très bonne performance en matière de gains de nouveaux budgets, la résilience du modèle opérationnel, combinée à une capacité d'adaptation éprouvée, permettent de considérer que les potentielles hausses tarifaires et les évolutions réglementaires récentes ne constituent pas, à ce stade, un indicateur de perte de valeur.

Note 3 Variations du périmètre de consolidation

3.1 Acquisitions du premier semestre 2025

Les principales acquisitions de la période sont :

- en avril 2025, celle de Lotame Solutions, Inc. à 100 %, acteur indépendant spécialisé dans les données et les solutions d'identification numérique, dans le cadre de la stratégie d'intelligence artificielle de Publicis Groupe.
- en avril 2025, celle de BR Media à 100 %, une entreprise de marketing d'influence basée au Brésil et active en Amérique latine disposant d'un réseau structuré de plusieurs centaines de milliers de créateurs dans la région.

- en mai 2025, celle de Captiv8 à 100 %, une plateforme mondiale spécialisée dans le marketing d'influence, facilitant la mise en relation entre marques, créateurs de contenu et leurs audiences.

Les goodwill provisoires relatifs aux principales acquisitions ayant eu lieu depuis le 1^{er} janvier 2025 sont déterminés de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Lotame	BR Media	Captiv8
Contrepartie versée en trésorerie	127	110	143
Engagements de compléments de prix	-	40	-
Contrepartie transférée (A)	127	150	143
Juste valeur des actifs net identifiables (B)	31	34	(10)
Goodwill provisoire (A - B)	96	116	153

Les justes valeurs des actifs net identifiables ont été déterminées de façon provisoire par le Groupe avec l'assistance d'un expert indépendant et seront finalisées au cours du second semestre. Si de nouvelles informations sur des faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition étaient obtenues dans le délai d'un an suivant la date d'acquisition et si ces informations conduisaient à identifier des ajustements aux montants ci-dessus ou à constater des provisions complémentaires existant à la date d'acquisition, la comptabilité de l'acquisition serait alors modifiée.

Les goodwills portent essentiellement sur le savoir-faire et la compétence technique des employés des entités acquises et sur la capacité à maintenir et développer les actifs existants. Les goodwills comptabilisés ne sont pas déductibles fiscalement.

Les immobilisations incorporelles (technologie et relations contractuelles avec les clients) sont valorisées selon l'une des deux méthodes suivantes : la méthode des redevances ou la méthode des bénéfices excédentaires. La méthode des redevances repose sur l'estimation des redevances actualisées qui devraient être évitées suite à l'acquisition du brevet ou de la marque. La méthode des bénéfices excédentaires prend en compte la valeur actualisée des flux de trésorerie nets qui devraient être générés dans le cadre des relations clients ou des technologies.

Sur le 1^{er} semestre 2025, les flux de trésorerie liés aux acquisitions sont les suivants :

(en millions d'euros)	30 juin 2025 (6 mois)
Contrepartie versée en trésorerie	460
Trésorerie et équivalents de trésorerie des entités acquises	(49)
Complément de prix versés en trésorerie	22
Acquisitions de filiales, nette de la trésorerie acquise	433

Les acquisitions de la période contribuent pour moins de 1 % au revenu net consolidé du 1^{er} semestre 2025 et pour moins de 1 % au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés en autres charges opérationnelles.

3.2 Acquisitions du premier semestre 2024

La principale acquisition de la période était celle de Spinnaker SCA à 100 % en mars 2024, une société de services de premier plan spécialisée dans la chaîne d'approvisionnement. Spinnaker SCA offre des services de conseil complets en stratégie, planification et exécution de la chaîne d'approvisionnement. Cette acquisition a permis à Publicis Groupe d'élargir son expertise et ses capacités dans ce domaine.

Le goodwill résultant de l'acquisition de Spinnaker SCA a été calculé comme suit :

(en millions d'euros)	Spinnaker
Contrepartie versée en trésorerie	113
Compléments de prix d'acquisition	4
Contrepartie transférée (versée en trésorerie) (A)	117
Juste valeur des actifs net identifiables (B)	16
Goodwill (A - B)	101

Le goodwill porte essentiellement sur le savoir-faire et la compétence technique des employés des entités acquises et sur la capacité à maintenir et développer les actifs existants. Le goodwill comptabilisé n'est pas déductible fiscalement.

Les immobilisations incorporelles (relations contractuelles avec les clients) ont été valorisées selon la méthode des bénéfices excédentaires qui prend en compte la valeur actualisée des flux de trésorerie nets qui devraient être générés dans le cadre des relations clients.

Sur le 1^{er} semestre 2024, les flux de trésorerie liés aux acquisitions étaient les suivants :

(en millions d'euros)	30 juin 2024 (6 mois)
Contrepartie versée en trésorerie	173
Trésorerie et équivalents de trésorerie des entités acquises	(7)
Complément de prix versés en trésorerie	63
Acquisitions de filiales, nette de la trésorerie acquise	229

Les acquisitions de la période ont contribué pour moins de 1 % au revenu net consolidé du 1^{er} semestre 2024 et pour moins de 1 % au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe.

Les frais d'acquisition ont été comptabilisés en autres charges opérationnelles.

3.3 Cessions des premiers semestres 2025 et 2024

Sur le 1^{er} semestre 2025, le Groupe n'a pas réalisé de cession significative.

Sur le 1^{er} semestre 2024, le Groupe n'avait pas réalisé de cession significative.

Note 4 Revenu et revenu net

Le Groupe accompagne ses clients sur l'ensemble des problématiques marketing grâce à ses expertises dans les métiers de la créativité, des médias, de la data et de la transformation digitale. Pour proposer dans chaque pays l'offre unique qui combine l'ensemble des expertises du Groupe, Publicis a défini dix marchés principaux : États-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, DACH (Allemagne, Autriche

et Suisse), Asie-Pacifique, Afrique-Moyen-Orient, Europe Centrale et de l'Est, Europe de l'Ouest et Amérique latine.

Cette organisation par pays correspond aux secteurs opérationnels regroupés en cinq secteurs reportables (voir note 20) : Amérique du Nord, Europe, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique, et Amérique latine.

2

(en millions d'euros)	Amérique du Nord	Europe	Asie-Pacifique	Moyen-Orient et Afrique	Amérique latine	30 juin 2025 (6 mois)
Revenu	5 010	2 187	772	286	228	8 483
Revenu net	4 427	1 726	604	207	188	7 152

(en millions d'euros)	Amérique du Nord	Europe	Asie-Pacifique	Moyen-Orient et Afrique	Amérique latine	30 juin 2024 (6 mois)
Revenu	4 501	1 993	698	273	185	7 650
Revenu net	4 112	1 649	572	190	165	6 688

Au 1^{er} semestre 2025, les revenus des coûts refacturables de 1 331 millions d'euros (962 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024) trouvent leurs contreparties pour 1 272 millions d'euros en autres charges opérationnelles (904 millions

d'euros au 1^{er} semestre 2024) et 59 millions d'euros en dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions) (58 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024).

Note 5 Charges de personnel, coûts des freelances et effectifs

Les charges de personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, intéressements, congés payés ainsi que l'estimation des bonus et les charges liées aux paiements fondés sur des actions (plans d'actions

gratuites) et les charges liées aux retraites (hors effet net de désactualisation présenté en autres produits et charges financiers).

(en millions d'euros)	30 juin 2025 (6 mois)	30 juin 2024 (6 mois)
Rémunérations	(3 798)	(3 551)
Charges sociales	(601)	(557)
Avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾	(129)	(129)
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions	(54)	(46)
Coûts de restructuration	(63)	(41)
Charge de personnel	(4 645)	(4 324)
Coûts des freelances	(190)	(174)
Charge de personnel et coûts des freelances	(4 835)	(4 498)

(1) Voir note 15.

/ Répartition des effectifs par zone géographique

	30 juin 2025 (6 mois)	31 décembre 2024 (12 mois)	30 juin 2024 (6 mois)
Europe	25 834	25 492	25 896
Amérique du Nord	32 079	31 749	30 999
Amérique latine	11 812	10 915	10 712
Asie Pacifique	37 435	35 475	35 271
Moyen-Orient et Afrique	4 690	4 548	4 029
Total	111 850	108 179	106 907

Note 6 Autres charges opérationnelles

Ce poste regroupe toutes les charges externes autres que les achats de production et de médias lorsque le Groupe intervient en tant qu'agent, il comprend notamment :

- des frais refacturables pour 1 272 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025 contre 904 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024 ;
- des coûts directement attribuables aux services rendus pour 270 millions d'euros au 1^{er} semestre 2025 contre 271 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024.

Il inclut également les coûts informatiques, les impôts (à l'exception des impôts sur les bénéfices), les taxes et versements assimilés ainsi que les dotations et reprises sur provisions.

Note 7 Dotations aux amortissements et pertes de valeur

(en millions d'euros)	30 juin 2025 (6 mois)	30 juin 2024 (6 mois)
Dotation aux amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors incorporels liés aux acquisitions)	(36)	(24)
Dotation aux amortissement des immobilisations corporelles	(65)	(66)
Dotation aux amortissement des droits d'utilisation	(158)	(151)
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(259)	(241)
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(106)	(123)
Pertes de valeur liées aux contrats immobiliers	(35)	(42)
Pertes de valeur sur immobilisations incorporelles	-	(3)
Pertes de valeur	(35)	(45)
Total des dotations aux amortissements et pertes de valeur	(400)	(409)

Pertes de valeur sur les goodwill et les actifs incorporels et actifs incorporels liés aux acquisitions

Aucun indicateur de perte de valeur n'a été identifié, et aucun test de dépréciation n'a été effectué. Pour plus de détails voir note 2.

Pertes de valeur liées aux contrats immobiliers

Dans le cadre du programme d'optimisation des locaux visant à regrouper les agences sur un ou plusieurs sites dans les principaux pays, il a été décidé de vider des espaces loués. En conséquence, les droits d'utilisation concernant les espaces vacants ont fait l'objet d'une perte de valeur totale ou partielle, il en est de même des agencements attachés à ces espaces.

La perte de valeur comptabilisée au 1^{er} semestre 2025 s'élève à 35 millions d'euros (26 millions d'euros nets d'impôts), dont 24 millions d'euros au titre des droits d'utilisation et 7 millions d'euros au titre des agencements. Les frais à payer tels que les charges locatives et éventuelles taxes sur locaux vacants pour 4 millions d'euros sont inclus dans les provisions sur engagements immobiliers (voir note 14).

La perte de valeur comptabilisée au 1^{er} semestre 2024 s'élevait à 42 millions d'euros (32 millions d'euros nets d'impôts), dont 20 millions d'euros au titre des droits d'utilisation, 17 millions d'euros au titre des créances de sous-location et 5 millions d'euros au titre des agencements. Les frais à payer tels que les charges locatives et éventuelles taxes sur locaux vacants pour 17 millions d'euros étaient inclus dans les provisions sur engagements immobiliers (voir note 14).

Note 8 Autres produits et charges non courants

(en millions d'euros)	30 juin 2025 (6 mois)	30 juin 2024 (6 mois)
Autres produits et (charges) non courants	-	14
Plus-values (moins-values) sur cessions d'actifs	1	2
Total des autres produits et charges non courants	1	16

Au 1^{er} semestre 2025, les autres produits et charges non courants sont non significatifs.

Au 1^{er} semestre 2024, le résultat non courant de 16 millions d'euros correspondait principalement au produit de 14 millions d'euros généré par l'apport du droit d'exclusivité pour l'utilisation des technologies Citrus et Epsilon à Unlimitail.

Note 9 Résultat financier

(en millions d'euros)	30 juin 2025 (6 mois)	30 juin 2024 (6 mois)
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	(58)	(61)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	52	83
Produits (charges) sur dérivés	21	17
Charges sur endettement financier	(58)	(61)
Produits sur endettement financier	73	100
Coût de l'endettement financier net	15	39
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(44)	(42)
Variation de juste valeur des actifs financiers	1	7
Pertes et gains de change (y compris variation de la juste valeur des dérivés)	(10)	2
Autres	(5)	(6)
Autres charges et produits financiers	(58)	(39)
Résultat financier hors réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	(43)	-
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	38	28
Résultat financier	(5)	28

Note 10 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat du 1^{er} semestre 2025 est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux d'impôt effectif estimé pour l'exercice complet, avant prise en compte de la réforme fiscale aux États-Unis (OBBA) (voir les événements postérieurs à la clôture présentés en note 23).

(en millions d'euros)		30 juin 2025 (6 mois)	30 juin 2024 (6 mois)
Résultat avant impôt des entreprises consolidées		1 097	1 036
Réévaluations des compléments de prix sur acquisitions		(38)	(28)
Produit généré par les apports réalisés à Unlimitail		-	(14)
Résultat avant impôt des entreprises consolidées retraité	A	1 059	994
Impôt constaté au compte de résultat		(266)	(256)
Effet d'impôt sur le produit généré par les apports réalisés à Unlimitail		-	8
Impôt constaté au compte de résultat retraité	B	(266)	(248)
Taux effectif d'impôt	B/A	25,1 %	24,9 %

La contribution exceptionnelle instaurée par la loi de finances 2025 en France et la réforme fiscale aux États-Unis (OBBA) n'ont pas d'impact sur les comptes semestriels du Groupe. Pour rappel, le taux d'impôt effectif de l'exercice 2024 (12 mois) s'élevait à 24,9 %.

Note 11 Bénéfice net par action

/ Bénéfice net par action (BNPA) - de base et dilué

(en millions d'euros, sauf les actions)		30 juin 2025 (6 mois)	30 juin 2024 (6 mois)
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA			
Résultat net attribuable aux propriétaires de la Société	A	824	773
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
● Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dettes, nettes d'impôt		-	-
Résultat net attribuable aux propriétaires de la Société - dilué	B	824	773
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA			
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier		254 311 860	254 311 860
Actions propres à déduire (moyenne sur l'exercice)		(2 922 137)	(3 600 220)
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	C	251 389 723	250 711 640
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
● Actions gratuites dilutives		2 081 759	2 591 240
Nombre d'actions - dilué (en euros)	D	253 471 482	253 302 880
Bénéfice net par action	A/C	3,28	3,08
Bénéfice net par action - dilué	B/D	3,25	3,05

/ Bénéfice net courant par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)		30 juin 2025 (6 mois)	30 juin 2024 (6 mois)
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA courant ⁽¹⁾			
Résultat net attribuable aux propriétaires de la Société		824	773
<i>Éléments exclus :</i>			
● Amortissement des incorporels liés aux acquisitions, net d'impôt		79	92
● Perte de valeur, nette d'impôt		26	34
● Principales plus ou moins-values de cession et d'ajustement de juste valeur des actifs financiers ⁽²⁾ , nets d'impôt		(1)	(14)
● Réévaluation des compléments de prix d'acquisition		(38)	(28)
Résultat net courant attribuable aux propriétaires de la Société	E	890	857
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
● Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dette, nettes d'impôt		-	-
Résultat net courant attribuable aux propriétaires de la Société - dilué	F	890	857
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA			
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier		254 311 860	254 311 860
Actions créées sur l'exercice		-	-
Actions propres à déduire (moyenne sur l'exercice)		(2 922 137)	(3 600 220)
Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul	C	251 389 723	250 711 640
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
● Actions gratuites dilutives		2 081 759	2 591 240
Nombre d'actions - dilué (en euros)	D	253 471 482	253 302 880
Bénéfice net courant par action ⁽¹⁾	E/C	3,54	3,42
Bénéfice net courant par action - dilué ⁽¹⁾	F/D	3,51	3,38

(1) BNPA après élimination des pertes de valeur, de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions, des principales plus (moins)-values de cession et d'ajustement de juste valeur des actifs financiers et de la réévaluation des compléments de prix.

(2) Au 30 juin 2025, il n'y a pas de plus-values de cession significative et les ajustements de juste valeur des actifs financiers s'élèvent à 1 million d'euros. Au 30 juin 2024, les principales plus-values de cession s'élevaient à 8 millions d'euros et les ajustements de juste valeur des actifs financiers s'élevaient à 6 millions d'euros.

Note 12 Goodwill

(en millions d'euros)	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
31 décembre 2023	13 948	(1 526)	12 422
Acquisitions	163	-	163
Variations liées à la revalorisation des compléments de prix pendant la période d'affectation	(57)	-	(57)
Cessions	(1)	-	(1)
Change	323	(38)	285
30 juin 2024	14 376	(1 564)	12 812
31 décembre 2024	15 450	(1 607)	13 843
Acquisitions	502	-	502
Variations liées à l'ajustement du bilan d'ouverture pendant la période d'affectation	(17)	-	(17)
Change	(1 478)	159	(1 319)
30 juin 2025	14 457	(1 448)	13 009

2

Note 13 Capitaux propres

/ Capital social de la société mère

(en actions)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Capital social au 1 ^{er} janvier	254 311 860	254 311 860
Augmentation de capital	-	-
Actions composant le capital social en fin de période	254 311 860	254 311 860
Auto-détention en fin de période	(3 493 421)	(3 572 113)
Actions en circulation en fin de période	250 818 439	250 739 747

Le capital social de Publicis Groupe SA s'élève au 30 juin 2025 à 101 724 744 euros, divisé en 254 311 860 actions de 0,40 euro de nominal.

Variation des actions propres

Les actions propres détenues en portefeuille à la clôture, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité, sont portées en déduction des capitaux propres.

Le portefeuille d'actions auto-détenues a évolué comme suit au cours des années 2025 et 2024 :

	Nombre d'actions	Valeur (millions d'euros)	Variation de trésorerie (millions d'euros)
Actions propres détenues au 31 décembre 2023	3 737 367	265	-
Cessions et livraisons d'actions gratuites	(1 629 927)	(110)	-
Rachats d'actions propres	1 181 711	116	(116)
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	31 258	3	(3)
Actions propres détenues au 30 juin 2024	3 320 409	274	(119)
Actions propres détenues au 31 décembre 2024 ⁽¹⁾	3 572 113	300	(148)
Cessions et livraisons d'actions gratuites	(1 678 821)	(123)	-
Rachats d'actions propres	1 610 899	150	(150)
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	(10 770)	(1)	1
Actions propres détenues au 30 juin 2025 ⁽¹⁾	3 493 421	326	(149)

(1) Y compris 37 230 actions détenues au titre du contrat de liquidité au 30 juin 2025. Au 31 décembre 2024, il y avait 48 000 actions détenues au titre du contrat de liquidité.

Rachats d'actions propres

Au cours du 1^{er} semestre 2025, dans le cadre d'un programme de rachat d'actions propres, Publicis Groupe S.A. a procédé au rachat de 1 610 899 de ses actions pour un montant de 149 millions d'euros (150 millions d'euros incluant la taxe sur les transactions financières). Ce programme a pour objectif de satisfaire aux obligations liées aux plans actuels d'actions gratuites au bénéfice des salariés, sans émettre de nouvelles actions.

Au cours du 1^{er} semestre 2024, dans le cadre d'un programme de rachat d'actions propres, Publicis Groupe S.A. avait procédé au rachat de 1 031 711 de ses actions pour un montant de 99 millions d'euros (101 millions d'euros incluant la taxe sur les transactions financières). Ce programme avait le même objectif.

Par ailleurs, au cours du mois de juin 2024, Publicis Groupe S.A. avait acquis un bloc de 150 000 de ses propres actions pour un montant de 15 millions d'euros, auprès de

l'actionnaire Madame Sophie Dulac, qui ont servis également à satisfaire aux obligations de la Société en lien avec les plans actuels d'actions gratuites au bénéfice des salariés, sans avoir à émettre de nouvelles actions. Le montant de la transaction correspondait à un prix de 100,09 euros par action rachetée, soit une décote de 1 % par rapport au cours de bourse de clôture de 101,10 euros du 13 juin 2024. Cette opération constituait une transaction avec une partie liée.

Dividendes votés et proposés

Conformément aux décisions de l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2025, Publicis Groupe S.A. a procédé le 3 juillet 2025 au paiement d'un dividende de 3,60 euros par action, entièrement payé en numéraire.

Un montant de 903 millions d'euros a été comptabilisé en dette au 30 juin 2025, en « Autres passifs financiers courants ».

Note 14 Provisions et passifs éventuels

(en millions d'euros)	Restructuration	Engagements immobiliers ⁽¹⁾	Risques et litiges	Autres provisions	Total
31 décembre 2023	56	115	232	171	574
Dotations	20	17	7	2	46
Utilisations	(29)	(15)	(19)	(8)	(71)
Reprises sans utilisation	(2)	-	(1)	(1)	(4)
Change et divers	-	22	2	3	27
30 juin 2024	45	139	221	167	572
31 décembre 2024	76	132	187	171	566
Dotations	32	7	1	1	41
Utilisations	(50)	(15)	(5)	(5)	(75)
Reprises sans utilisation	(3)	-	(9)	-	(12)
Change et divers	(3)	(13)	(6)	(10)	(32)
30 juin 2025	52	111	168	157	488
<i>Dont à court terme</i>	<i>46</i>	<i>26</i>	<i>62</i>	<i>65</i>	<i>199</i>
<i>Dont à long terme</i>	<i>6</i>	<i>85</i>	<i>106</i>	<i>92</i>	<i>289</i>

(1) Voir note 7

Métrobus / Autorité de la concurrence

En avril 2022, le Groupe a reçu une notification de griefs de l'Autorité de la concurrence, relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la publicité extérieure en France. La procédure est en cours.

Publicis Health LLC

Le 1^{er} février 2024, un accord a été conclu avec les procureurs généraux des 50 États, le District de Columbia et certains Territoires des États-Unis concernant le travail réalisé par l'ancienne agence de publicité Rosetta pour le compte de fabricants d'opioïdes, mettant ainsi un terme après trois ans de discussions à toutes les plaintes, en rapport avec les travaux entrepris dans le passé pour les fabricants d'opioïdes, y compris par l'ancienne agence de publicité Rosetta (fusionnée dans Publicis Health, LLC), qui pourraient être déposées par ces États et Territoires américains. Les procureurs généraux ont reconnu la bonne foi et l'attitude responsable et citoyenne de Publicis Health, LLC lors de la conclusion de cet accord. En août 2024, tous les États et Territoires américains ont reçu le règlement au titre de l'accord qui n'est en aucun cas une reconnaissance de faute ou de responsabilité.

Pour rappel, le 6 mai 2021, le procureur général du Commonwealth du Massachusetts a intenté une action en justice contre Publicis Health, LLC, une filiale de Publicis Groupe, en rapport avec le travail que cette agence et les agences qui l'ont précédée ont effectué pour Purdue Pharma de 2010 à 2018 au titre de la commercialisation des opioïdes. Selon le procureur général, Publicis a violé la loi sur la protection des consommateurs du Massachusetts et a créé une nuisance publique en participant aux efforts de

Purdue Pharma pour commercialiser et vendre des opioïdes. Cette affaire a été réglée dans le cadre d'une résolution globale, décrite ci-dessus, avec tous les États, Territoires américains et le District de Columbia.

Le 19 septembre 2023, Publicis Health, LLC a été nommée dans une action intentée par le Comté de St. Clair devant le tribunal de l'Illinois. Publicis Health a déposé une requête en irrecevabilité. Cette plainte devrait être rejetée du fait du l'accord conclu avec les 50 États (dont l'État de l'Illinois) et de l'existence d'un « opioïd bar statute » au sein de l'Etat de l'Illinois.

Le 16 avril 2024, Publicis Health LLC a été nommée dans un recours collectif initié devant la Cour fédérale de Chicago par Cleveland Bakers, Teamsters Health and Welfare Fund pour leur propre compte et pour celui de ses membres qui auraient encouru des coûts supplémentaires à la suite de la crise des opioïdes. Cette plainte a été rejetée en février 2025, le dossier est clos.

En novembre 2024, Publicis Health LLC a été nommée avec trois autres tiers dans une action similaire déposée devant le tribunal de Chicago au nom d'un groupement de school districts de plusieurs États (Illinois, Ohio, Maryland, Nouveau-Mexique, Californie, Maine et New York). Publicis Health LLC nie toute faute ou responsabilité et a déposé une requête en irrecevabilité.

En février 2025, Publicis Media Canada a été ajoutée à une action similaire concernant les opioïdes, intentée devant le Tribunal du King's Bench d'Alberta par City of Grande Prairie et The Corporation of the City of Brandford contre 65 plaignants. Publicis Media Canada a déposé une requête en irrecevabilité.

2

Note 15 Engagements de retraite et autres avantages du personnel

(en millions d'euros)

	30 juin 2025	31 décembre 2024
Engagements de retraites et autres avantages à plus d'un an	(272)	(271)
Engagements de retraites et autres avantages à moins d'un an	(16)	(21)
Excédents net des plans de retraite en surplus	30	31
Provision nette sur engagements de retraite à prestations définies et couverture médicale post-emploi	(258)	(261)

Hypothèses actuarielles (Taux moyens pondérés)

La provision relative aux engagements de retraite est actualisée au 30 juin 2025 sur la base de taux d'actualisation qui sont déterminés par référence aux taux de rendement des obligations privées à long terme de première catégorie

(notées au moins AA) et de maturité équivalente à la durée des régimes évalués. Ils ont été arrêtés sur la base d'indices externes communément retenus comme référence.

30 juin 2025	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	États-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres pays	États-Unis	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	5,30 %	5,70 % - 5,80 %	3,60 %	1,15 % - 9,45 %	5,30 %	5,70 % - 5,80 %

31 décembre 2024	Régimes de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	États-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres pays	États-Unis	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	5,30 %	5,45 % - 5,50 %	3,30 %	1,15 % - 12,50 %	5,30 %	5,45 % - 5,50 %

Note 16 Emprunts et dettes financières

Au cours du 1^{er} semestre 2025, le Groupe a mené plusieurs opérations significatives de gestion de sa structure financière :

■ **Remboursement d'un emprunt obligataire** : en juin 2025, le Groupe a procédé au remboursement de la tranche arrivant à échéance d'un montant de 750 millions d'euros. Cette obligation avait été émise en 2019 dans le cadre du financement de l'acquisition d'Epsilon.

■ **Mise en place d'un programme EMTN et émission obligataire** : depuis le 16 mai 2025, le Groupe dispose d'un programme de financement (*Euro Medium Term Notes*) d'un montant de 1 500 millions d'euros. Dans le cadre de ce programme, le Groupe a réalisé une émission obligataire le 4 juin 2025 pour un montant total de 1 250 millions d'euros, réparti en deux tranches :

■ 600 millions d'euros à échéance juin 2029, portant intérêt au taux annuel de 2,875 % ;

■ 650 millions d'euros à échéance juin 2032, portant intérêt au taux annuel de 3,375 %.

Les frais d'émission associés à cet emprunt obligataire sont de 6 millions d'euros.

■ **Extension d'une ligne de crédit syndiquée** : le Groupe dispose d'une ligne de crédit syndiquée de 2 milliards d'euros, dont la maturité initiale était fixée à juillet 2029, avec deux options d'extension d'un an supplémentaire chacune. La première option d'extension d'un an a été exercée en mai 2025, portant la maturité de la ligne à juillet 2030. Au 30 juin 2025, cette ligne n'est pas utilisée (voir note 19).

(en millions d'euros)	Devise	Taux d'intérêt nominal	Année d'échéance	Valeur nominale	30 juin 2025	31 décembre 2024
Eurobond 2025 ⁽¹⁾⁽⁴⁾	EUR	0,625 %	2025	750	-	750
Eurobond 2028 ⁽¹⁾	EUR	1,250 %	2028	750	748	748
Eurobond 2031 ⁽¹⁾	EUR	1,750 %	2031	750	746	745
Eurobond 2029 ⁽²⁾	EUR	2,875 %	2029	600	596	-
Eurobond 2032 ⁽²⁾	EUR	3,375 %	2032	650	646	-
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)				3 500	2 736	2 243
Dettes sur compléments de prix d'acquisition					376	328
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle					57	74
Intérêts courus					5	48
Autres emprunts et lignes de crédit					16	20
Soldes créditeurs de banques					-	2
Autres emprunts et dettes					454	472
Total des dettes financières					3 190	2 715
<i>Dont à court terme</i>					196	872
<i>Dont à long terme</i>					2 994	1 843
Dérivés de couverture sur Eurobond 2025, 2028 et 2031 ^{(1) (3)}					(8)	209
Dérivés sur prêts et emprunts intragroupe ⁽³⁾					57	(55)
Total des dettes liées aux activités de financement					3 239	2 869

- (1) Les taux fixes moyens pondérés des swaps sur Eurobond 2025, 2028 et 2031 sont respectivement de 3,1386 %, 3,5963 % et 4,1079 %.
Un emprunt obligataire d'une valeur totale de 2,25 milliards d'euros a été émis le 5 juin 2019 pour l'acquisition d'Epsilon. Il comprend trois tranches d'une valeur de 750 millions d'euros chacune, à taux fixe et en euros, chacune swappée en dollars US à taux fixe. Les swaps ont été qualifiés en couverture de flux de trésorerie de l'emprunt obligataire en euros. La juste valeur de ces swaps est inscrite au bilan en « autres actifs financiers courants » et/ou « autres passifs financiers courants ». La variation de juste valeur de ces instruments est comptabilisée en autres éléments du résultat global et recyclée en compte de résultat au même rythme que la comptabilisation des intérêts sur emprunt obligataire et la variation de valeur du passif en dollars US. Au 30 juin 2025, la juste valeur de ces instruments dérivés est inscrite en autres actifs financiers courants pour 8 millions d'euros (contre 209 millions d'euros en passifs financiers courants au 31 décembre 2024).
- (2) Un emprunt obligataire d'une valeur totale de 1 250 millions d'euros a été émis le 4 juin 2025 dans le cadre du programme Euro Medium Term Notes (EMTN). Il comprend deux tranches de respectivement 600 et 650 millions d'euros, à taux fixe et en euros.
- (3) Les dérivés sont présentés en « autres actifs financiers courants » et/ou « autres passifs financiers courants ».
- (4) En juin 2025, le Groupe a procédé au remboursement de la première tranche de 750 millions d'euros de l'émission obligataire de 2019 émise dans le cadre du financement de l'acquisition d'Epsilon.

/ Analyse des dettes financières par devise

(en millions d'euros)	30 juin 2025	31 décembre 2024
Euros	2 770	2 292
Dollars américains	299	392
Autres devises	121	31
Total des dettes financières	3 190	2 715

Les emprunts obligataires émis par le Groupe, qui composent l'essentiel de la dette si l'on exclut les découverts bancaires, ne comportent pas de « covenants » financiers. Les clauses d'exigibilité anticipée sont de type standard (changement de contrôle, liquidation, cessation

des paiements, défaut de paiement de la dette elle-même ou de remboursement d'une autre dette d'un montant supérieur à un seuil défini) et sont applicables généralement au-delà d'un seuil défini.

/ Variation des dettes financières au 1^{er} semestre 2025

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	Dettes sur compléments de prix d'acquisition	Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	Intérêts courus	Autres	Total des dettes financières	Dérivés de couverture sur Eurobond 2025, 2028 et 2031	Dérivés sur prêts et emprunts intragroupe	Total des dettes liées aux activités de financement
31 décembre 2024	2 243	328	74	48	22	2 715	209	(55)	2 869
Variation de trésorerie									
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	1 249	-	-	-	-	1 249	-	-	1 249
Remboursement des emprunts	(750)	-	-	-	(3)	(753)	-	-	(753)
Intérêts financiers reçus	-	-	-	-	-	-	-	22	22
Acquisitions de filiales, nette de la trésorerie acquise	-	(22)	-	-	-	(22)	-	-	(22)
Rachats de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	(18)	-	-	(18)	-	-	(18)
Intérêts financiers payés	(84)	-	-	-	(13)	(97)	-	-	(97)
Variations hors trésorerie									
Acquisitions	-	123	4	-	-	127	-	-	127
Variations de taux de change	-	(23)	(5)	-	(6)	(34)	-	-	(34)
Charges d'intérêt	84	-	1	(43)	16	58	-	-	58
Coûts d'emprunts activés	(6)	-	-	-	-	(6)	-	-	(6)
Variations de juste valeur	-	(30)	1	-	-	(29)	(217)	90	(156)
30 juin 2025	2 736	376	57	5	16	3 190	(8)	57	3 239

/ Variation des dettes financières au 1^{er} semestre 2024

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	Dettes sur compléments de prix d'acquisition	Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	Intérêts courus	Autres	Total des dettes financières	Dérivés de couverture sur Eurobond 2025, 2028 et 2031	Dérivés sur prêts et emprunts intragroupe	Total des dettes liées aux activités de financement
31 décembre 2023	2 841	253	23	46	25	3 188	117	36	3 341
Variation de trésorerie									
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursement des emprunts	-	-	-	-	(5)	(5)	-	-	(5)
Intérêts financiers reçus	-	-	-	-	-	-	-	17	17
Acquisitions de filiales, nette de la trésorerie acquise	-	(63)	-	-	-	(63)	-	-	(63)
Rachats de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	(7)	-	-	(7)	-	-	(7)
Intérêts financiers payés	(85)	-	-	-	-	(85)	-	-	(85)
Variations hors trésorerie									
Acquisitions	-	29	-	-	-	29	-	-	29
Variations de taux de change	-	11	2	1	-	14	-	-	14
Charges d'intérêt	85	-	-	-	-	85	-	-	85
Coûts d'emprunts activés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur	1	(87)	-	(38)	-	(124)	59	(80)	(145)
30 juin 2024	2 842	143	18	9	20	3 032	176	(27)	3 181

Note 17 Contrats de location

/ Analyse des droits d'utilisation par catégorie de biens sous-jacents

(en millions d'euros)	Immobilier	Contrats de concession	Autres actifs	Total
Valeurs brutes au 31 décembre 2023	1 992	643	66	2 701
Entrées d'actifs ⁽¹⁾	121	42	4	167
Résiliations ou fin de contrats	(77)	-	(3)	(80)
Change et divers	36	-	1	37
Valeurs brutes au 30 juin 2024	2 072	685	68	2 825
Valeurs brutes au 31 décembre 2024	2 263	686	72	3 021
Entrées d'actifs ⁽¹⁾	115	29	8	152
Résiliations ou fin de contrats	(62)	-	(7)	(69)
Change et divers	(147)	-	(7)	(154)
Valeurs brutes au 30 juin 2025	2 169	715	66	2 950
Amortissements cumulés au 31 décembre 2023	(878)	(187)	(22)	(1 087)
Amortissements	(88)	(52)	(9)	(149)
Pertes de valeur ⁽²⁾	(20)	-	-	(20)
Résiliations ou fin de contrats	77	-	3	80
Change et divers	(9)	-	-	(9)
Amortissements cumulés au 30 juin 2024	(918)	(239)	(28)	(1 185)
Amortissements cumulés au 31 décembre 2024	(966)	(288)	(32)	(1 286)
Amortissements	(98)	(53)	(7)	(158)
Pertes de valeur ⁽²⁾	(24)	-	-	(24)
Résiliations ou fin de contrats	62	-	7	69
Change et divers	60	1	-	61
Amortissements cumulés au 30 juin 2025	(966)	(340)	(32)	(1 338)
Valeurs nettes au 30 juin 2025	1 203	375	34	1 612

(1) Les entrées d'actifs sont nettes des changements d'hypothèses sur contrats.

(2) Voir note 7

2

/ Analyse des obligations locatives

(en millions d'euros)	31 décembre 2024	Variation de trésorerie		Variations hors trésorerie				30 juin 2025
		Remboursement des obligations locatives ⁽¹⁾	Intérêts payés sur obligations locatives	Nouveau contrat de location	Charges d'intérêts sur obligations locatives	Reclassement court terme – long terme	Variations de change et autres	
Obligations locatives – court terme	361	(192)	(44)	-	44	204	(19)	354
Obligations locatives – long terme	2 099	-	-	146	-	(204)	(126)	1 915
Total des obligations locatives	2 460	(192)	(44)	146	44	-	(145)	2 269

(1) Les remboursements des dettes locatives représentent un montant de -188 millions d'euros dans le tableau des flux de trésorerie consolidé, dont -192 millions d'euros au titre des contrats de location et 4 millions d'euros d'encaissements provenant de contrats de sous-location.

(en millions d'euros)	31 décembre 2023	Variation de trésorerie		Variations hors trésorerie				30 juin 2024
		Remboursement des obligations locatives ⁽¹⁾	Intérêts payés sur obligations locatives	Nouveau contrat de location	Charges d'intérêts sur obligations locatives	Reclassement court terme – long terme	Variations de change et autres	
Obligations locatives – court terme	360	(186)	(42)	1	42	189	8	372
Obligations locatives – long terme	1 992	-	-	176	-	(189)	11	1 990
Total des obligations locatives	2 352	(186)	(42)	177	42	-	19	2 362

(1) Les remboursements des dettes locatives représentent un montant de -182 millions d'euros dans le tableau des flux de trésorerie consolidé, dont -186 millions d'euros au titre des contrats de location et 4 millions d'euros d'encaissements provenant de contrats de sous-location.

Charges relatives aux paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation des obligations locatives

Les contrats de régies publicitaires sont assortis de redevances fixes (minimums garantis) et de redevances variables au-delà d'un certain niveau d'activité réalisée.

Les redevances fixes sont prises en compte dans l'obligation locative, ce qui n'est pas le cas des redevances variables qui sont comptabilisées directement en charge.

Pour le 1^{er} semestre 2025, la charge relative aux paiements de loyers variables est de 9 millions d'euros contre 10 millions d'euros au 30 juin 2024.

Note 18 Engagements

/ 1^{er} semestre 2025

(en millions d'euros)	Total	Échéances		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Cautions et garanties ⁽¹⁾	269	81	64	124
Autres engagements ⁽²⁾	740	161	572	7
Total engagements donnés	1 009	242	636	131
Engagements reçus				
Lignes de crédit confirmées non utilisées ⁽³⁾	2 000	-	2 000	-
Autres engagements	13	13	-	-
Total engagements reçus	2 013	13	2 000	-

(1) Au 30 juin 2025, les cautions et garanties comprennent 62 millions d'euros de garanties données aux administrations fiscales en Italie dans le cadre du recouvrement des créances et dettes de TVA, 29 millions d'euros d'engagements de versement dans des FCPR jusqu'en 2031, et 14 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Les autres engagements donnés pour 740 millions d'euros, correspondent principalement à :

- 16 millions d'euros lié au Fonds Climat pour la Nature (Mirova/Natixis) qui permettra au Groupe de percevoir des crédits carbone à partir de 2028 et pendant environ quinze ans, afin de compenser les émissions de carbone résiduelles incompressibles. Ce fonds vise à soutenir des projets dédiés à la protection et à la restauration de la nature, avec des bénéfices pour la biodiversité et les communautés. En 2024, les versements réalisés étaient de 4 millions d'euros.
- 713 millions d'euros liés à des engagements pluriannuels de Software as a Service,
- et 11 millions d'euros relatifs à un contrat de sponsoring couvrant les saisons 2025 à 2028 avec Manchester City.

(3) Voir note 19.

/ 31 décembre 2024

(en millions d'euros)	Total	Échéances		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés				
Cautions et garanties ⁽¹⁾	293	70	90	133
Autres engagements ⁽²⁾	16	-	16	-
Total engagements donnés	309	70	106	133
Engagements reçus				
Lignes de crédit confirmées non utilisées	2 000	-	2 000	-
Autres engagements	12	11	-	1
Total engagements reçus	2 012	11	2 000	1

(1) Au 31 décembre 2024, les cautions et garanties comprennent 62 millions d'euros de garanties données aux administrations fiscales en Italie dans le cadre du recouvrement des créances et dettes de TVA, 29 millions d'euros d'engagements de versement dans des FCPR jusqu'en 2031, et 12 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Publicis Groupe a rejoint le Fonds Climat pour la Nature (Mirova/Natixis), ce qui permettra au Groupe de percevoir des crédits carbone à partir de 2028 et pendant environ quinze ans, afin de compenser les émissions de carbone résiduelles incompressibles. Ce fonds vise à soutenir des projets dédiés à la protection et à la restauration de la nature, avec des bénéfices pour la biodiversité et les communautés. Après un versement de 4 millions d'euros en 2024, l'engagement restant s'élève à 16 millions d'euros.

Autres engagements

Dans le cadre de la cession de MMS Communication LLC, le Groupe a conclu un accord lui permettant de racheter 100 % du capital de la société. Cette possibilité est soumise à des conditions de retour à la normale des activités, compte tenu d'une période d'exercice de cinq ans qui a débuté le 28 mars 2024. Cette période peut être étendue à douze ans, à la seule main de Publicis Groupe.

Compte tenu des conditions actuelles, cette option d'achat a une valeur négligeable à la date d'arrêté des comptes.

Le Groupe détient une option d'achat sur les 50,11 % restant du capital de la société Core 1 WML, agence média basé en Irlande. L'option d'achat est valorisée au prix de marché selon la méthode des multiples appliquée à la marge opérationnelle avant amortissements (comme pour l'acquisition de 33,7 % du capital de Core 1 WML réalisée en 2022). La prime de contrôle ne représentant pas une valeur significative, cette option d'achat a une valeur nulle au 31 décembre 2024 et 30 juin 2025.

Au 30 juin 2025, il n'existe aucun engagement significatif de type nantissement, garantie ou sûreté réelle, ni aucun autre engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

Note 19 Gestion des risques

Le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, risque de change, risque de liquidité, risque de contrepartie clients et bancaires. La Société n'a pas relevé de variation significative des risques identifiés par rapport au 31 décembre 2024.

Pour couvrir le risque de liquidité, Publicis s'appuie sur une position de trésorerie solide (trésorerie et équivalents de trésorerie) de 2 206 millions d'euros au 30 juin 2025, ainsi que sur une ligne de crédit syndiquée multidevises confirmée, non tirée, d'un montant de 2 000 millions

d'euros. Cette ligne, mise en place en juillet 2024 en remplacement d'un précédent dispositif de 1 579 millions d'euros à échéance 2026, a été prolongée jusqu'en 2030, dans le cadre de l'exercice d'une option d'extension. Une seconde option d'extension d'un an reste exerçable. Ces sommes disponibles ou mobilisables quasiment immédiatement permettent largement de faire face aux besoins de financement généraux du Groupe.

Note 20 Information sectorielle

Information par secteur d'activité

L'organisation de Publicis Groupe est conçue pour assurer aux clients du Groupe une prestation de communication globale et holistique imbriquant toutes les disciplines.

Le Groupe a identifié des secteurs opérationnels qui correspondent aux marchés clés (pays ou région). Ces pays ou régions sont chacun dirigés et supervisés par une unique personne, ils sont pilotés au quotidien par un Comité exécutif unifié, rassemblant les membres des différentes expertises. Ils sont ainsi capables de proposer aux clients une offre transversale répondant à tous leurs besoins.

Ainsi le Groupe est constitué des secteurs opérationnels suivants qui correspondent aux zones géographiques où il opère : États-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, DACH (Allemagne, Autriche et Suisse), Asie-Pacifique & Afrique-Moyen-Orient, Europe Centrale et de l'Est, Europe de l'Ouest, et Amérique latine.

Les secteurs opérationnels avec des caractéristiques économiques similaires (convergence des niveaux de marge), où la nature des services fournis aux clients et le type de clients auxquels sont destinés ces services sont similaires, ont été regroupés en cinq secteurs reportables : Amérique du Nord, Europe, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique, et Amérique latine.

Information par zone géographique

La présentation de l'information financière selon les secteurs opérationnels conduit à présenter le même niveau d'information que celui par zone géographique.

/ 1^{er} semestre 2025

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu net ⁽¹⁾	1 726	4 427	604	188	207	7 152
Revenu ^{(1) (2)}	2 187	5 010	772	228	286	8 483
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(117)	(102)	(29)	(6)	(5)	(259)
Marge opérationnelle	293	775	157	15	2	1 242
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(12)	(84)	(6)	(3)	(1)	(106)
Perte de valeur	(33)	(1)	(1)	-	-	(35)
Autres produits et charges non courants	-	-	-	1	-	1
Résultat opérationnel après perte de valeur	248	690	150	13	1	1 102
Informations concernant le bilan						
Immobilisations incorporelles ⁽³⁾	2 049	10 059	1 198	268	360	13 934
Immobilisations corporelles (y compris droits d'utilisation sur contrats de location) ⁽³⁾	1 115	819	194	39	21	2 188
Autres actifs financiers ⁽³⁾	184	50	31	17	3	285
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(28)	(58)	(24)	(4)	(2)	(116)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	3	(4)	(1)	(9)	-	(11)
Acquisitions de filiales	(21)	(281)	(122)	(8)	(1)	(433)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) En Europe, le revenu du 1^{er} semestre 2025 est de 2 187 millions d'euros dont 556 millions d'euros relatifs à la France. En Amérique du Nord, le revenu du 1^{er} semestre 2025 est de 5 010 millions d'euros dont 4,797 millions d'euros relatifs aux États-Unis.

(3) Au 30 juin 2025, les immobilisations incorporelles nettes s'élèvent à 13 934 millions d'euros, dont 411 millions d'euros relatifs à la France et 9 621 millions d'euros relatifs aux États-Unis. Les immobilisations corporelles nettes s'élèvent à 2 188 millions d'euros, dont 788 millions d'euros relatifs à la France et 793 millions d'euros relatifs aux États-Unis. Les autres actifs financiers s'élèvent à 285 millions d'euros, dont 119 millions d'euros relatifs à la France et 50 millions d'euros relatifs aux États-Unis.

/ 1^{er} semestre 2024

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen- Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu net ⁽¹⁾	1 649	4 112	572	165	190	6 688
Revenu ^{(1) (2)}	1 993	4 501	698	185	273	7 650
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(105)	(97)	(29)	(5)	(5)	(241)
Marge opérationnelle	265	770	112	6	7	1 160
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(15)	(100)	(6)	-	(2)	(123)
Perte de valeur	(1)	(43)	-	(1)	-	(45)
Autres produits et charges non courants	-	3	11	2	-	16
Résultat opérationnel après perte de valeur	249	630	117	7	5	1 008
Informations concernant le bilan						
Immobilisations incorporelles ⁽³⁾	2 108	9 866	1 199	149	391	13 713
Immobilisations corporelles (y compris droits d'utilisation sur contrats de location) ⁽³⁾	1 077	966	135	28	25	2 231
Autres actifs financiers ⁽³⁾	219	59	28	8	2	316
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(42)	(61)	(11)	(5)	(1)	(120)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	11	-	2	(1)	-	12
Acquisitions de filiales	(59)	(153)	(14)	(1)	(2)	(229)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) En Europe, le revenu du 1^{er} semestre 2024 est de 1 993 millions d'euros dont 554 millions d'euros relatifs à la France. En Amérique du Nord, le revenu 1^{er} semestre 2024 est de 4 501 millions d'euros dont 4 336 millions d'euros relatifs aux États-Unis.

(3) Au 30 juin 2024, les immobilisations incorporelles nettes s'élèvent à 13 713 millions d'euros, dont 429 millions d'euros relatifs à la France et 9 440 millions d'euros relatifs aux États-Unis. Les immobilisations corporelles nettes s'élèvent à 2 231 millions d'euros, dont 710 millions d'euros relatifs à la France et 935 millions d'euros relatifs aux États-Unis. Les autres actifs financiers s'élèvent à 316 millions d'euros, dont 147 millions d'euros relatifs à la France et 59 millions d'euros relatifs aux États-Unis.

/ Exercice 2024

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen- Orient et Afrique	Total
Informations concernant le compte de résultat						
Revenu net ⁽¹⁾	3 384	8 583	1 218	374	406	13 965
Revenu ^{(1) (2)}	4 097	9 416	1 513	418	586	16 030
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(222)	(195)	(59)	(9)	(10)	(495)
Marge opérationnelle	588	1 640	242	29	20	2 519
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(30)	(191)	(9)	(2)	(2)	(234)
Perte de valeur	(10)	(62)	(12)	(2)	-	(86)
Autres produits et charges non courants	-	3	11	2	(1)	15
Résultat opérationnel après perte de valeur	548	1 390	232	27	17	2 214
Informations concernant le bilan						
Immobilisations incorporelles ⁽³⁾	2 117	11 040	1 212	141	402	14 912
Immobilisations corporelles (y compris droits d'utilisation sur contrats de location) ⁽³⁾	1 181	959	146	36	21	2 343
Autres actifs financiers ⁽³⁾	187	56	33	8	3	287
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(64)	(130)	(30)	(11)	(3)	(238)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	41	(4)	(1)	(2)	-	34
Acquisitions de filiales	(76)	(821)	(18)	-	-	(915)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes), il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) En Europe, le revenu 2024 est de 4 097 millions d'euros dont 1 147 millions d'euros relatifs à la France. En Amérique du Nord, le revenu 2024 est de 9 416 millions d'euros dont 9 036 millions d'euros relatifs aux États-Unis.

(3) Au 31 décembre 2024, les immobilisations incorporelles nettes s'élèvent à 14 912 millions d'euros, dont 415 millions d'euros relatifs à la France et 10 556 millions d'euros relatifs aux États-Unis. Les immobilisations corporelles nettes s'élèvent à 2 343 millions d'euros, dont 833 millions d'euros relatifs à la France et 930 millions d'euros relatifs aux États-Unis. Les autres actifs financiers s'élèvent à 287 millions d'euros, dont 122 millions d'euros relatifs à la France et 56 millions d'euros relatifs aux États-Unis.

Note 21 Plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA

Les plans d'attribution d'actions gratuites aux dirigeants et salariés du Groupe sont des plans à base d'actions réglés en instruments de capitaux propres.

Présentation des nouveaux plans en actions gratuites 2025

Des plans d'actions gratuites ont été mis en place au cours du premier semestre 2025, avec les caractéristiques suivantes :

Plans d'incentive à long terme dit « LTIP 2025 » (mars 2025)

Dans le cadre de ce plan, un certain nombre de dirigeants du Groupe se sont vu attribuer des actions gratuites, sous une double condition :

- Une condition de présence de trois ans, pendant la période d'acquisition des droits ;
- Des conditions d'atteinte d'objectifs de croissance du revenu et de profitabilité du Groupe pour l'année 2025, comparées à un groupe de référence incluant Publicis Groupe et les cinq autres principaux groupes mondiaux de communication (Omnicom, WPP, IPG, Dentsu et Havas) ;

Les actions finalement attribuées en fonction du niveau d'atteinte de ces objectifs seront livrables à l'issue d'une période de trois ans, soit en mars 2028.

Plan d'incentive à long terme dit « LTIP 2025 PDG » (mars 2025)

Dans le cadre du plan LTIP 2025 PDG, le Président - Directeur Général s'est vu attribuer des actions gratuites, sous une double condition :

- Une condition de présence de trois ans, pendant la période d'acquisition des droits ;
- Des conditions d'atteinte d'objectifs de croissance du revenu et de profitabilité du Groupe sur l'ensemble de la période 2025 à 2027, comparées à un groupe de référence incluant Publicis Groupe et les cinq autres principaux groupes mondiaux de communication (Omnicom, WPP, IPG, Dentsu et Havas) ;

Le plan prévoit également l'attribution d'actions de surperformance soumises à des critères d'atteinte d'objectifs de croissance du revenu et de profitabilité du Groupe sur l'ensemble de la période 2025 à 2027, comparés au groupe de référence mentionné précédemment, ainsi qu'un objectif interne du Groupe en termes de marge opérationnelle.

Les actions finalement attribuées en fonction du niveau d'atteinte de ces conditions seront livrables à l'issue d'une période de trois ans, soit en mars 2028.

Plans d'incentive à long terme dit « March 2025 Epsilon LTI plan » (mars 2025)

Le plan mis en place au bénéfice exclusif des dirigeants et salariés de Publicis Epsilon est composé de trois tranches soumises à condition de présence pour 20 % et des conditions de performance financière de Publicis Epsilon (revenu et marge opérationnelle) au titre de l'année 2025 pour 80 %. Elles sont livrables en mars 2026 (30 % des actions), mars 2027 (30 % des actions) et mars 2028 (40 % des actions).

Plan d'incentive à long terme dit « 2025 Publicis Sapient LTI plan » (avril 2025)

Le plan mis en place au bénéfice exclusif des dirigeants et salariés de Publicis Sapient est composé de trois tranches soumises à condition de présence pour 40 % et des conditions de performance financière de Publicis Sapient (revenu et marge opérationnelle) au titre de l'année 2025 pour 60 %. Elles sont livrables en avril 2026 (30 % des actions), avril 2027 (30 % des actions) et avril 2028 (40 % des actions).

Mesure de la performance des plans antérieurs

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a procédé, en février et mars 2025, à la mesure de la performance des plans LTIP 2022 Président du Directoire, LTIP 2022 membres du Directoire, Publicis Sapient LTI 2024, Epsilon LTI 2024 et LTIP 2024 : le taux d'atteinte des objectifs de performance constaté est de 100 % pour l'ensemble de ces plans, excepté pour les plans Publicis Sapient LTI 2024 et Epsilon LTI 2024 dont la performance a été validée à un niveau de 75 % et 50 % respectivement .

Plans d'actions gratuites Publicis Groupe

/ Détermination de la juste valeur des actions gratuites Publicis Groupe attribuées au cours du premier semestre 2025

Actions gratuites	LTIP 2025 ⁽¹⁾	LTIP 2025 PDG ⁽²⁾	March 2025 Epsilon LTI plan ⁽¹⁾	2025 Publicis Sapient LTI Plan ⁽¹⁾
Date d'attribution	12/03/2025	12/03/2025	12/03/2025	16/04/2025
Nombre d'actions attribuées à l'origine	739 027	43 740	295 553	621 557
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	93,62	93,62	93,62	85,82
Juste valeur de l'action attribuée (moyenne pondérée, en euros)	82,60	82,60	85,96	78,12
Période d'acquisition (en années)	3	3	1 à 3	1 à 3

(1) Actions conditionnelles soumises à la réalisation d'objectifs fixés pour 2025.

(2) Actions conditionnelles soumises à la réalisation d'objectifs fixés pour les années 2025 à 2027.

/ Caractéristiques des plans d'actions gratuites Publicis Groupe en cours au 30 juin 2025

Plans	Date d'attribution initiale	Juste valeur de l'action attribuée	Actions restant à livrer au 1er janvier 2025 ou attribuées au cours de 2025	Actions annulées, prescrites ou transférées (1) au 1er semestre 2025	Actions ayant fait l'objet d'une livraison au 1er semestre 2025	Actions restant à livrer au 30 juin 2025	Date de livraison	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
Plan Spécial de rétention 2019 ⁽²⁾	15/11/2019	31,85	136 890		(136 890)	-	19/03/2025	-
Plan Sapient 2021 (4 ans)	13/04/2021	45,40	50 168	(333)	(49 835)	-	14/04/2025	-
Plan LTIP 2022 et autres plans spécifiques ⁽³⁾⁽⁴⁾	18/03/2022	57,61	541 047	(9 744)	(526 530)	4 773	19/03/2025	-
Plan LTIP 2022 Président du Directoire	18/03/2022	56,49	62 043		(62 043)	-	26/05/2025	-
Plan LTIP 2022 Directoire	18/03/2022	57,64	57 185		(57 185)	-	19/03/2025	-
Plan LTI Epsilon 2022	18/03/2022	57,64	148 149	(2 941)	(145 208)	-	31/03/2025	-
Plan LTI Epsilon 2022 (septembre)	14/09/2022	52,72	24 151	(1 320)	-	22 831	30/09/2025	0,25
Plan Sapient 2022 (4 ans)	11/04/2022	55,24	109 975	(376)	(55 048)	54 551	13/04/2026	0,79
Plan Sapient 2022 (3 ans)	11/04/2022	55,24	331 162	(1 125)	(330 037)	-	11/04/2025	-
Plan LTIP 2023	16/03/2023	63,01	675 711	(20 151)	-	655 560	17/03/2026	0,71
Plan LTIP 2023 Membres du Directoire	16/03/2023	62,81	16 634	-	-	16 634	17/03/2026	0,71
Plan LTIP 2023 Président du Directoire ⁽⁵⁾	16/03/2023	60,31	57 005	-	-	57 005	01/06/2026	0,92
Contrat de rétention Prés. du Directoire	31/05/2023	54,14	167 000	-	-	167 000	03/01/2028	2,51
Plan LTI Epsilon March 2023	16/03/2023	65,84	236 034	(3 723)	(99 540)	132 771	31/03/2026	0,75
Plan LTI Epsilon Sept. 2023	12/09/2023	67,74	21 843	(3 307)	-	18 536	30/09/2026	1,25
Plan Sapient 2023 (4 ans) ⁽⁶⁾	17/04/2023	65,68	196 748	(2 333)	(64 472)	129 943	14/06/2027	1,96
Plan Sapient 2023 (3 ans) ⁽⁶⁾	17/04/2023	64,14	196 227	(2 127)	-	194 100	15/06/2026	0,96
Plan LTIP 2024 ⁽⁷⁾	15/03/2024	88,14	569 633	(13 980)	-	555 653	16/04/2027	1,79
Plan LTIP 2024 Membres du Directoire	15/03/2024	88,14	26 411	-	-	26 411	16/03/2027	1,71
Plan LTIP 2024 Président du Directoire	15/03/2024	84,28	41 598	-	-	41 598	16/03/2027	1,71
Plan March Epsilon LTI 2024	15/03/2024	91,27	136 072	(12 141)	(38 188)	85 743	31/03/2027	1,75
Plan September Epsilon LTI 2024	18/09/2024	90,08	19 937	(424)	-	19 513	30/09/2027	2,25
Plan Publicis Sapient LTI 2024 ⁽⁸⁾	15/04/2024	96,22	379 561	(4 648)	(113 095)	261 818	17/05/2027	1,88
Plan LTIP 2025	12/03/2025	82,60	739 027	(12 761)	-	726 266	13/03/2028	2,70
Plan LTIP 2025 PDG	12/03/2025	82,60	43 740	-	-	43 740	13/03/2028	2,70
Plan March Epsilon LTI 2025	12/03/2025	85,96	295 553	(3 308)	-	292 245	31/03/2028	2,75
Plan Publicis Sapient LTI 2025	16/04/2025	78,12	621 557	(1 643)	-	619 914	18/04/2028	2,80
Total des plans en actions gratuites			5 901 061	(96 385)	(1 678 071)	4 126 605		

- (1) Il s'agit le cas échéant de transferts entre les plans France et étranger liés à la mobilité géographique des bénéficiaires.
(2) Les actions livrées en 2025 correspondent à celles de la troisième tranche qui avaient été attribuées dans le cadre du plan LTIP 2022 aux bénéficiaires initiaux. La date de livraison du plan initial (31/03/2023) avait été allongée et avait été alignée sur celle du LTIP 2022.
(3) Hors bénéficiaires du Plan Spécial de Rétention pour lesquels leurs actions sont présentées sur la ligne correspondante au plan initial dont la troisième tranche avait fait l'objet de remplacement par le plan LTIP 2022. L'acquisition des 4 773 actions restant à livrer est subordonnée à la réalisation de conditions non satisfaites à date. Lesdites actions pourront être annulées ultérieurement si ces conditions ne sont pas atteintes.
(4) Date d'attribution au 17/10/2022 et date de livraison au 19/03/2025 pour le plan spécifique individuel.
(5) L'attribution initiale des actions a eu lieu le 16/03/2023 mais un complément d'actions de surperformance a été attribué le 31/05/2023, à la suite des décisions de l'Assemblée Générale des actionnaires et les conditions de performance du plan ont été modifiées à cette date.
(6) L'attribution initiale des actions a eu lieu le 17/04/2023 mais un complément d'actions a été attribué le 13/06/2023. De ce fait, la date de livraison du plan a été allongée et alignée sur celle de l'attribution complémentaire.
(7) Un complément d'actions a été attribué le 15/04/2024, la date indiquée de livraison du plan est ainsi celle de l'attribution complémentaire, postérieure à celle du plan initial prévue le 16/03/2027.
(8) Un complément d'actions a été attribué le 17/05/2024, la date indiquée de livraison du plan est ainsi celle de l'attribution complémentaire postérieure à celle du plan initial prévue le 15/04/2027.

La livraison des actions gratuites dans le cadre des plans ci-dessus est liée à une condition de présence pendant toute la période d'acquisition.

La livraison est également soumise à des conditions de performance hors marché pour l'ensemble des plans, ainsi qu'une condition de marché uniquement pour les plans LTIP 2022 du Président du Directoire, LTIP 2023 Président du Directoire et LTIP 2024 Président du Directoire.

/ Mouvements sur plans d'actions gratuites Publicis Groupe au cours des deux derniers exercices

	30 juin 2025	30 juin 2024
Attributions au 1^{er} janvier	4 201 184	5 151 357
Attributions effectuées au cours de l'année	1 699 877	1 473 832
Livraisons	(1 678 071)	(1 629 927)
Attributions devenues caduques	(96 385)	(354 824)
Attributions au 30 juin	4 126 605	4 640 438

Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites sur le résultat

Au total, l'impact sur le compte de résultat du 1^{er} semestre 2025 de ces plans s'élève à 54 millions d'euros hors impôt et charges sociales contre 46 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2024 (voir note 5).

Pour ce qui est des plans d'actions attribuées sous condition de performance (hors marché) et dont les performances n'ont pas encore pu être mesurées de façon définitive au 30 juin 2025, la probabilité d'atteinte des objectifs retenue

pour le calcul de la charge du 1^{er} semestre 2025 est la suivante :

- pour les plans de performance mesurée sur un an, au titre de la performance 2025 : 100 %,
- pour les plans de performance mesurée sur trois ans, au titre de la performance de la période de trois ans et concernant les plans mis en place au profit du Président Directeur Général et des anciens membres du Directoire (LTIP 2023 Membres du Directoire, LTIP 2023 Président du Directoire, LTIP 2024 Membres du Directoire, LTIP 2024 Président du Directoire et LTIP 2025 PDG) : 100 %.

Note 22 Informations relatives aux transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent principalement celles réalisées avec les entreprises associées et il n'y a pas eu de changements significatifs dans les transactions avec les parties liées au cours des six premiers mois de l'année.

Note 23 Événements postérieurs à la clôture

Le 4 juillet 2025, une loi budgétaire majeure a été promulguée aux États-Unis (One Big Beautiful Bill Act), introduisant notamment des mesures fiscales applicables rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2025. Cette législation comprend l'extension de réductions d'impôts existantes, des ajustements aux règles d'amortissement fiscal, ainsi que des modifications ciblées de certains crédits d'impôt.

Au 30 juin 2025, cette loi n'avait pas encore été adoptée définitivement par le Congrès américain ni signée par le Président. Elle n'a donc pas été prise en compte dans les états financiers semestriels.

Compte tenu des modalités de mise en œuvre ainsi que des options prévues par la réglementation, le Groupe analyse actuellement les impacts potentiels de cette loi sur ses activités et sa charge fiscale.



Chapitre

3. RAPPORT DES COMMISSAIRES COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2025

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société Publicis Groupe S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2025 au 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 17 juillet 2025

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Anne-Claire Ferrié

Romain Dumont

KPMG S.A.

Marie Guillemot

Nicolas Poncet




Chapitre

4. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT

J'atteste, en ma qualité de Président-Directeur Général de Publicis Groupe, qu'à ma connaissance les comptes consolidés condensés pour le semestre clos le 30 juin 2025 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation de Publicis Groupe et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Arthur Sadoun
Président-Directeur Général de Publicis Groupe

Conception & réalisation  Labrador Transparency +33 (0)1 53 06 30 80



La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.1, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique. Enfin, il a été testé de manière exhaustive et validé par un expert non-voyant

Version e-accessible par  ipedis | SMART PUBLISHING

Couverture : © Suppawat Subcharoensuk-Istock/Getty images - CD / PHOTONONSTOP/ création © Publicis Consultants.



Publicis Groupe SA

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 101 724 744 euros
Siège social : 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris – 542 080 601 RCS Paris